

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
INSTITUTIONS MUNICIPALES
DE LA VILLE
DE BELLAC
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 14 Février 1912, à 3 heures,

PAR

PAUL MALLEBAY-VACQUEUR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

« Plus mon petit Lyté que le mont Palatin ».
J. DU BELLAY.

Président : M. ESMEIN, professeur.

Suffragants : { M. LEFEBVRE, professeur.
M. CHÉNON, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
INSTITUTIONS MUNICIPALES
DE LA VILLE
DE BELLAC
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 14 Février 1912, à 3 heures,

PAR

PAUL MALLEBAY-VACQUEUR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

« Plus mon petit Lyré que le mont Palatin ».
J. DU BELLAY.

Président : M. ESMEIN, professeur.

Suffragants : { M. LEFEBVRE, professeur.
M. CHÉNON, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1912





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A la mémoire de mon Père,

A ma Mère,

A mon Frère.

PRÉFACE

Par les assauts que lui donnèrent vainement, à trois reprises, le roi de France et le duc d'Aquitaine en 997, les Ligueurs en 1591 et les Frondeurs en 1649 ; par les luttes aussi qu'il engagea contre la sénéchaussée voisine du Dorat, Bellac ne pouvait manquer d'exciter la curiosité des historiens.

Mais, précisément, le rôle que joua la ville, dans l'ordre militaire et judiciaire, a absorbé en grande partie leur attention et leur a fait quelque peu négliger l'étude de ses institutions municipales. Ils n'ont guère considéré que deux faits, et encore d'une façon assez superficielle : la concession d'une charte de coutumes, au XII^e siècle, et la création des consuls, en 1571.

Il ne saurait s'agir de remonter au delà du XII^e siècle, mais il nous faut marquer qu'en 1160, à côté de la charte, le comte de la Marche octroya à la ville certains privilèges particuliers.

Par ailleurs, deux immenses lacunes subsistaient, allant, l'une de 1260 au XVI^e siècle, l'autre, des environs de 1680 jusqu'au rétablissement de la mairie, en

1765. Nous nous sommes appliqué, autant qu'il a été possible, à les combler. Même, en ce qui concerne le XVIII^e siècle, nous avons dû insister, plus peut-être que ne l'eût mérité un régime presque identique à celui qui s'appliquait alors à l'ensemble du territoire. Mais, il nous fallait voir comment cette législation s'est adaptée à Bellac et quelles altérations légères elle y a subies ; surtout, il était ici nécessaire de réfuter les erreurs commises.

Enfin, nous avons cru bon d'apporter quelques précisions sur le fonctionnement du régime consulaire.

A vrai dire, lacunes et erreurs, si elles ne se justifient pas toujours, se conçoivent un peu. Rares sont les sources où l'histoire peut puiser.

Les archives communales ne contiennent guère que les lettres patentes de Charles IX instituant des consuls, quelques pièces éparses relatives aux finances municipales et à la taille de Saint-Luc, et le fonds du Collège des Doctrinaires, celui-ci doublement précieux, tant par les renseignements qu'il fournit sur l'instruction publique que par la lumière qu'il projette çà et là, à l'occasion des procès qu'eurent à soutenir les religieux. Quant au registre des délibérations du Corps de Ville, il ne commence, exception faite de deux ou trois feuillets antérieurs parvenus jusqu'à nous, qu'en 1765.

Nous avons heureusement pu extraire des archives

de la sénéchaussée et des archives hospitalières d'utiles indications, encore que, trop souvent, les incendies aient ajouté aux ravages des siècles.

Même les actes des registres paroissiaux nous ont été de quelque secours, c'est ainsi qu'ils nous ont donné la preuve irréfutable de la présence à Bellac, dès la fin du XVII^e siècle, d'un maire perpétuel.

Il nous faut enfin mentionner le texte des coutumes, que nous avons extrait du Cartulaire manuscrit et inédit des comtes de la Marche, et celui des plaidoiries qui furent prononcées, en 1424, au cours d'un procès entre les bourgeois de Bellac et le comte de la Marche.

Nous avons donc presque toujours établi cette monographie sur des pièces originales, prises aux sources les plus pures. Elles nous ont permis de suivre, en la reconstituant pour la première fois, l'évolution de la cité, successivement ville de prévôté, et ville consulaire, puis dirigée de 1692 à 1717 par un maire perpétuel, personnage qui, après un retour offensif du consulat, reparaît, transformé, en 1765.

INTRODUCTION

Avant d'entreprendre l'étude des institutions municipales de Bellac, nous voudrions donner quelques brèves explications historiques.

Ce fut au X^e siècle que Boson le Vieux, comte de la Marche, de la maison de Charroux, fit construire le château de Bellac. Nous avons sur ce point le témoignage d'Adhémar de Chabannes. Faut-il voir dans le château l'origine de la ville, ou bien, au contraire, celle-ci existait-elle, comme le prétendent certains auteurs, dès le VIII^e siècle ? Il existe sur ce chapitre délicat une controverse que nous ne pouvons que mentionner en passant.

Toujours est-il que le château était à peine construit lorsqu'une formidable armée, commandée par Robert le Pieux et Guillaume V, duc d'Aquitaine, vint l'assiéger. Mais la ville, défendue par Abbo Drutus, repoussa l'effort des assaillants, et l'armée royale dut battre en retraite (1).

(1) « Willelmus, accepta in matrimonio Adalmode, conjuge

Dès lors, les comtes de la Marche restèrent en paix seigneurs de Bellac. Pour récompenser la ville de sa fidélité, ils lui accordèrent au XII^e siècle des privilèges et une charte de coutumes, qu'ils confirmèrent au XIII^e. Cette bonne entente se maintint longtemps. Au XV^e siècle, cependant, des difficultés, dont malheureusement l'issue nous échappe, s'élevèrent entre le comte et les bourgeois.

Au XVI^e siècle, les rois de France étant devenus seigneurs de Bellac, la ville obtint quatre consuls, ainsi que le siège d'une élection et d'une sénéchaussée. Au cours des guerres de religion, les Ligueurs l'assiégèrent, mais leur chef, le vicomte de la Guierche, ne fut pas plus heureux que ne l'avait été le roi de France, six cents ans plus tôt. Pendant le siège, le parti loyaliste fit un coup d'état et une véritable dictature fut instituée. Après le départ des assaillants, le régime consulaire fut relevé comme par le passé.

A partir du règne de Henri IV, le commerce et l'industrie se développent rapidement, mais sous Louis

supradicti Aldeberti, Robertum regem accersivit ad capiendum castrum Bellacum, quod tenebat Boso. Construxerat ipsum castrum Boso Vetulus in Marca lemovicina. Omnis Francia bellatrix eo confluit et Aquitania ; sed, frustrata, post multos dies, cum suo rege, recessit ». Adhémar de Chabannes, *Rerum gallicarum*, t. X, p. 146.

XIV l'histoire de la ville tend à se perdre dans celle de la province.

Pourtant au XVIII^e siècle, Louis XV institue à Bellac une maîtrise particulière des Eaux et Forêts ; même, dans les années qui suivent 1765, se produit une véritable renaissance municipale, qui persiste après le rétablissement des offices en 1771.

PREMIÈRE PARTIE

La charte et les privilèges.

A. — LA CHARTE

Ce fut Aldebert III, comte de la Marche, qui, le premier, accorda une charte aux habitants de Bellac. La date de son octroi n'est pas très sûre. Les historiens de la ville la fixent généralement, mais sans produire la moindre preuve, en 1160 (1).

D'après l'un d'eux, à cette époque, « les loix dont usoient les Marchois étoient un ensemble des usages de leurs premiers pères, qu'ils tenoient par tradition, et des loix romaines, qu'ils avoient adoptées dans ce qui n'étoit pas contraire à leurs anciennes coutumes » (2).

Le droit romain conserva toujours un empire particulier dans la région de Bellac, au point que, bien plus tard, en 1572, il fallut créer deux sièges dans la sénéchaussée de la Basse-Marche, l'un à Bellac,

(1) Toutefois Leymarie la place en 1174.

(2) *Tableau et arrondissement de la sénéchaussée de Bellac*, p. 467.

l'autre au Dorat, et l'une des raisons de cette séparation fut que, tandis que la première de ces villes suivait le droit écrit, la seconde avait embrassé la coutume du Poitou.

Mais la Marche, son nom l'indique, était une province frontière ; si le droit romain resta la base, l'influence de la coutume s'y fit sentir de bonne heure.

Un temps vint, cependant, où cet ensemble des usages et des lois se trouva être non pas sans doute insuffisant, mais trop imprécis. Le besoin apparut d'une base plus ferme. Ce fut dans ces conditions qu'au cours de la seconde moitié du XII^e siècle, Bellac reçut des coutumes du comte de la Marche.

La charte octroyée par Aldebert n'a pas été conservée. Mais elle nous est connue par la confirmation qu'en fit au XIII^e siècle le comte Hugues XI le Brun, de la maison de Lusignan, confirmation dont le texte, en langue latine, figure dans le Cartulaire des Comtes de la Marche (1).

Nous reproduisons, à la fin de cet ouvrage (2), ce texte original demeuré jusqu'ici inédit. Seule, en effet, jusqu'à présent, une version française du XV^e

(1) Le titre exact de ce cartulaire est le suivant : *Cartulare comitum Pictaviensium et Engolismæ*. Il est conservé à la Bibliothèque nationale, département des manuscrits, latin, 47089.

(2) Voir Appendice I.

siècle a été publiée, d'abord par Leymarie (1), et ensuite par deux historiens de Bellac, Roy-Pierrefitte (2) et Granet (3), version conforme à une transcription que fit faire « de mot à mot », le 29 mars 1473, le « garde du scel authentique » du roi au bailliage du Limousin. Mais cette transcription, si elle est intégrale, est des plus vicieuses.

Le texte latin original des franchises de Bellac n'est pas toujours resté inaperçu. Deux auteurs considérables, Choppin et du Cange y ont fait allusion. Choppin en cite le début dans son *Commentaire sur la coutume d'Anjou* (4), à propos de l'étude qu'il fait du titre de baron, fait qui ne saurait surprendre, puisqu'il se trouva être, dans des circonstances qui nous échappent, le défenseur des intérêts de la cité (5). Du Cange, par ailleurs, en donne quelques brefs

(1) Leymarie, *Le Limousin historique*, t. II, p. 32.

(2) Roy-Pierrefitte, *Histoire de la ville de Bellac*, p. 188.

(3) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 301.

(4) Livre I, titre V, article 47.

(5) « 24 aoust 1782. Dire des officiers municipaux de Bellac.. . Hugues XI de Luzignan, surnommé le Brun, quatorzième comte de la Marche, confirma ces privilèges qui sont de l'an 1160 ou 1260 selon l'histoire et le témoignage de Choppin dans son *Commentaire de la coutume d'Anjou*, L. I, titre V, chap. 47, aux notes marginales, témoignage qui ne peut être suspect, puisqu'il avait en main le cayet (*sic*) de ces privilèges, comme avocat des habitants de Bellac. » Archives communales, CC. 13.

extraits au cours des explications qu'il fournit sur certains termes qui y figurent (1).

C'est sur ce texte latin inséré dans le Cartulaire des Comtes de la Marche que nous nous appuierons ; la version française du XV^e siècle présente, en effet, des contre-sens sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Sous l'influence de quelles causes précises, sous l'empire de quelles circonstances Aldebert III accorda-t-il une charte aux habitants ? Leymarie a donné de cet octroi une explication que nous croyons devoir reproduire. « A Bellac, comme à Saint-Léonard, comme à Magnac, comme dans la plupart des châtellemies, dit-il, la seigneurie était partagée entre plusieurs gentilshommes feudataires d'un suzerain. Jusqu'à la fin du XII^e siècle, les habitants de Bellac obéissaient soit au comte de la Marche soit aux autres gentilshommes de la châtellemie. Mais des conflits entre seigneurs était née pour les bourgeois une servitude qu'ils ne pouvaient plus supporter... En 1174, les habitants de Bellac présentèrent au comte Aldebert une requête pour le supplier humblement de faire rédiger et écrire des coutumes qui missent fin à l'arbitraire dont ils étaient victimes ; peut-être

(1) du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, passim.
Voir Appendice I.

Audebert lui-même inspira-t-il la requête des bourgeois afin d'avoir l'occasion de réglementer l'autorité des nobles de la châtellenie. Quoi qu'il en soit, un accord eut lieu entre le comte, les seigneurs et les habitants » (1).

Il est regrettable que Leymarie n'ait point fait connaître la source où il a puisé ces renseignements. Mais ce que nous savons des premiers comtes de la Marche et de leur constante sollicitude pour le pays soumis à leur autorité, en particulier pour Bellac, où ils résidèrent longtemps (2), permet en effet, de penser qu'Aldebert dut accueillir sans difficulté la demande qui lui était faite.

Toutefois, si le comte usa d'une large bienveillance envers ses sujets, la charte n'en présente pas moins les caractères d'un véritable traité. Lors de sa confirmation par Hugues le Brun, il fut rappelé qu'Aldebert l'avait concédée d'accord avec les nobles du château et de la châtellenie de Bellac et du consentement des habitants de la ville, — « *et milites castelli et castellanix de Belac, cum assensu gentis ejusdem*

(1) Leymarie, *Histoire du Limousin, La bourgeoisie*, t. II, p. 364.

(2) « Les premiers comtes de la Marche habitèrent Bellac ; les autres y mirent chancelier, sénéchaussée, siège d'élection, maréchaussée ; ils y frappèrent monnaie. Un titre de 1285 désigne cette ville comme le siège du gouvernement de leurs terres. » Roy-Pierrefitte, *Histoire de la ville de Bellac*, p. 7.

villæ ». Chacun promet même alors de l'observer fidèlement.

Malheureusement, cette observation cessa bien vite, sans que nous puissions juger pourquoi, d'être rigoureuse. En 1260 (1), à la demande des habitants, Hugues XI dut confirmer les coutumes et, pour plus de sûreté, les faire rédiger (2).

Nous verrons plus loin quelle était la limite de ces libertés, mais il convient de remarquer que, lorsqu'elles furent octroyées pour la première fois par Aldebert, que nous plaçons la date de cette concession en 1160 ou en 1174, aucune ville de la région n'en possédait encore.

Magnac attendit une charte jusqu'en 1269; Rochechouart jusqu'en 1296 (3); le Dorat n'en obtint une qu'en 1485; encore dut-il y renoncer devant l'hostilité du Parlement et se résigner à n'obtenir des libertés qu'en 1566 (4).

Magnac et Rochechouart suivirent la trace de Bel-

(1) Granet dit 1240. En fait, aucune indication de date ne figure dans le texte.

(2) « Nos vero consuetudines et libertates quas approbavi in scriptis redactas ad humiles gentis Belaicensis petitiones dignum duxi sigilli mei munimine roborare. »

(3) Leymarie, *Histoire du Limousin, La bourgeoisie*, t. I, p. 75 à 80.

(4) Aubugeois de la Ville du Bost, *Histoire du Dorat*, p. 61 et suiv., 73 et suiv.

lac, ou plutôt Ithier de Magnac et Aimery XI, vicomte de Rochechouart, imitèrent l'exemple d'Aldebert et de Hugues le Brun. Ils accordèrent de leur propre volonté des franchises à ces deux villes. Un même sentiment élevé semble du reste avoir inspiré le seigneur de Bellac et celui de Magnac. Tandis que Hugues le Brun, pour confirmer la charte de Bellac, écoute le « témoignage des gens de bien », Ithier octroie celle de Magnac pour assurer la paix entre les habitants, à la gloire perpétuelle de Dieu (1).

A Rochechouart, l'affranchissement fut aussi volontaire de la part du vicomte, mais la charte ne fut concédée que moyennant cent livres payables immédiatement et en une fois et soixante-trois livres tournois rendables chaque année (2).

La charte de Bellac est donc bien une charte volontairement concédée.

(1) « Audiant universi quod de voluntate nostra et communi consensu burgensium et hominum de Magnaco, pro bono pacis et pro evitanda discordia, ad perpetuam Dei gloriam... » *Charte de Magnac*, citée par M. le comte de Couronnel, *Notice sur Magnac-Laval*, p. 19.

(2) « ... Pro centum libris semel solutis Lemovicensis Monete... et pro sexaginta tribus libris Turonensium rendualibus tantum modo eidem Nobili et suis heredibus et successoribus annuatim solvendis. » *Charte de Rochechouart*, publiée par Leymarie, *Le Limousin historique*, t. I, p. 204 et suiv.

Le territoire qu'elle régit est étroitement délimité ; les coutumes et franchises octroyées sont celles du château et de la ville de Bellac ; elles s'appliquent au château et à la châtellenie, en deçà de bornes strictement précisées. « Metæ videlicet et termini sunt isti : ab ulmo de Madern ad ulmum de Vaux et ad albampmum de Malacreychensa et ad ulmum de Sanguela et ad ulmum de veteri Belac et ad pratum Betu et ad ulmum de Baniza et ad quartum de lacrozilha ».

Nous venons de voir l'origine et le champ d'application de la charte ; nous allons maintenant l'étudier en elle-même et analyser son contenu.

En premier lieu, elle octroie aux habitants des franchises et libertés et réserve aux nobles certains privilèges.

En deuxième lieu, elle fixe les rapports entre le comte de la Marche, les nobles et les bourgeois, et, à ce sujet, elle édicte certaines règles de droit privé.

Enfin elle contient diverses dispositions de droit criminel.

I. — *Franchises et libertés.* — Tout d'abord, la charte accorde aux habitants la liberté individuelle dans son sens le plus strict, c'est-à-dire la faculté d'aller et venir. Si un noble vassal ou un bourgeois, pour quelque cause que ce soit, veut sortir de la ville et la quitter complètement, la charte l'autorise à le faire.

Mais il faut que cette liberté ne soit pas illusoire et que celui qui part soit protégé contre les mauvais desseins ; aussi, s'il en fait la demande, le prévôt de la ville sera tenu de le conduire dans un délai de quatorze jours en lieu sûr.

Une règle complémentaire, mais en sens inverse, dispose que si un vassal ou un bourgeois abandonne Bellac, les hommes qu'il y a ne sont pas tenus de le suivre. La protection qui est ainsi accordée à ceux-ci, non seulement vis-à-vis des nobles, mais encore vis-à-vis des bourgeois, donne à penser que la bourgeoisie avait déjà acquis une certaine puissance et que la bienveillance du comte s'étendait même à la classe la plus obscure de la population. Non seulement ces hommes eux-mêmes bénéficient de cette sauvegarde, mais encore leurs biens ; une seule condition leur est imposée : ils doivent prêter serment de fidélité à la ville.

Le comte de la Marche ne se borne pas à protéger la liberté de ses sujets. Par une disposition des plus importantes, il s'interdit, dit la version française du XV^e siècle, de prélever « sur aucun homme de Bellac rente ou pension. ». Le texte latin est plus précis et plus exact : « Comes non debet accipere redditum vel commendam. » Le mot *redditus* est parfaitement rendu par rente ou revenu. Mais il n'en va pas de même du mot *commenda*, qu'exprimait le vieux terme

français « *commande* » et qui se rapporte à une institution bien connue de l'époque féodale, la *commendatio* (1). La commande, c'est, dit du Cange, « *præstatio quam Libertus [ac forte alius quivis Cliens] pro jure tutelæ Patrono suo exsolvit* », la prestation par laquelle on paye la protection du seigneur. C'est de cette prestation que le comte de la Marche libère par la charte les habitants de Bellac.

Aldebert III et Hugues le Brun accordent une autre faveur à leurs sujets ; s'ils se réservent les péages, ils dispensent de leur paiement les habitants du château et de la châtellenie. Par contre, ils s'attribuent, sans consentir d'exception à qui que ce soit, un droit sur tous les objets qui sont vendus dans les foires et dans les marchés (2). Celui qui enfreint cette règle est puni d'une amende de trois sols. Nous dirons plus tard quelles difficultés s'élevèrent à propos de ces dispositions.

A côté de ces mesures, qui concernent tous les habi-

(1) « *Commendatio, tutela, protectio. In commendationem autem potentiorum, se et res suas ponebant inferioris conditionis homines, ut essent qui se et sua tuerentur et protegerent contra inimicos aut bonorum invasores, iisque in tuitionis mercedem alicujus census pensitationi sese adstringebant* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. II, p. 473.

(2) « *Comes habet Bellaici vendas et pedagium* ». C'est le sens qu'il faut attribuer ici au mot *venda*, ainsi que du Cange a pris soin de l'indiquer. Voir appendice I.

tants, le comte en édicte d'autres, spéciales aux nobles, à qui il concède certains privilèges. C'est ainsi qu'en cas de guerre, ce qu'ils auront laissé dans le château leur sera gardé. De même, s'ils combattent aux côtés du comte, tout ce dont ils s'empareront à la guerre leur appartiendra, sauf la personne des prisonniers. Il faut cependant qu'ils y aient pris part à leurs dépens.

II. — *Rapports entre le comte, les nobles et les bourgeois.* — Pour étudier avec plus de précision les relations créées par la charte entre le comte de la Marche, les chevaliers et la bourgeoisie, nous examinerons successivement celles qu'elle établit entre le comte et les nobles, entre le comte et les bourgeois, enfin entre les nobles et les bourgeois.

A. — Le comte et les nobles. — Les nobles reconnaissent qu'ils tiennent du comte de la Marche, comme de leur seigneur et maître, ce qu'ils ont dans le château de Bellac. Aussi s'engagent-ils à ne jamais lui en défendre l'entrée, ni en temps de paix ni en temps de guerre. Cela va de soi ; il est de même tout naturel qu'en cas de guerre, ils soient appelés à le suivre.

B. — Le comte et les bourgeois. — Nous avons vu quelles faveurs le comte de la Marche a libéralement accordées aux bourgeois. Ceux-ci, à leur tour, contractent des obligations ; eux aussi, quand le comte a

besoin de leur secours contre ses ennemis et que le héraut en a fait la proclamation de la part du comte, du prévôt et des nobles, eux aussi doivent, comme ils l'ont d'ailleurs fait jusqu'alors, le servir en son comté.

En outre, en tout temps, quand le comte vient à Bellac, ils sont tenus de lui fournir ce dont il aura besoin pendant quatorze jours ; mais le comte leur baille caution.

C. — Les seigneurs et les bourgeois. — Dispositions de droit privé. — Les rapports les plus délicats à régler étaient sans nul doute ceux des nobles et des bourgeois. La condition faite à ceux-ci n'est pas très brillante ; cependant, un siècle plus tard, tous leurs désirs tendront à la voir maintenue.

Tout d'abord, il est stipulé que si un bourgeois tient une maison d'un noble ou de tout autre, et qu'il y demeure, il est dit et est de fait son homme ; il doit pour ce seigneur et en sa présence satisfaire à la justice tant qu'il n'en résulte aucun préjudice pour le défendeur ou le demandeur ; mais de ce dommage il peut être appelé à une cour supérieure.

Si quelqu'un veut quitter son seigneur et en avoir un autre, en fixant sa demeure sur la terre de celui dont il veut être homme, il peut conserver sa maison et tout ce qu'il tient de son premier seigneur.

Quiconque voudra vendre les vignes qu'il possède en dehors des bornes précitées, dit encore la charte,

devra avertir le seigneur du fonds. Si celui-ci désire s'en porter acquéreur, il les payera douze deniers de moins que tout autre qui se serait présenté. S'il n'est pas acquéreur, il percevra un denier par sol sur le prix de la vente effectuée, ainsi qu'un droit de mutation de la part de celui qui entrera en possession. En ce qui concerne les biens situés à l'intérieur de ces bornes, il est stipulé qu'en cas de vente, si quelqu'un de la lignée du vendeur se présente, il aura la préférence, pourvu toutefois que les droits de vente et de mutation soient payés au seigneur du fonds.

Si celui qui a une terre ou une maison à cens cesse de payer le cens pendant quatre années consécutives, la terre ou la maison fera de plein droit retour au seigneur sur sa réclamation. Des exceptions sont prévues en faveur des enfants et des absents et aussi pour le temps de guerre.

Si quelqu'un a reçu à titre de cens ou a acquis d'une autre manière un bien, et qu'un autre habitant de la ville estime y avoir droit, le débat ne pourra être élevé que dans un délai maximum d'un an et un jour, sauf pour les enfants ou les individus que leur pauvreté aurait empêché de plaider. Ce délai est porté à dix ans pour les habitants de la châtellenie et à vingt ans pour ceux qui résident en dehors d'elle. Mais à l'égard des revenus dus au seigneur du fonds, que nul, dit la charte, n'ait l'audace d'invoquer la prescription.

Enfin, les bourgeois sont tenus de vendre leurs marchandises aux nobles, même si ceux-ci n'ont point d'argent en ville, du moment qu'ils offrent un gage d'une valeur supérieure à l'objet. Le marchand doit conserver ce gage un an et un jour. Si, au bout de ce temps, la dette n'a pas été acquittée, il peut procéder à la vente, et s'il y a une différence, le noble doit la parfaire, ou au contraire en bénéficier. Toutefois, lorsqu'au cours d'une opération antérieure, le marchand a subi une perte sur le gage qu'il avait accepté, il peut refuser au noble de lui consentir une nouvelle vente.

Il convient d'ajouter que ni le comte, ni un noble, ni aucun autre ne peut saisir les gages de qui que ce soit de Bellac, qu'il n'ait d'abord essayé de se faire rendre raison de ce qui lui est dû par le seigneur de celui-ci. Toute infraction à cette règle sera punie d'une amende de trois sols.

Au moment où fut octroyée la charte, il existait un différend entre les nobles et les bourgeois sur la question suivante : les bourgeois qui avaient des biens à un certain cens pouvaient-ils les donner à un cens ou à un loyer supérieur ? Il fut convenu, relativement aux biens situés dans le château ou la châtellenie, que les bourgeois pourraient le faire, sans même avoir besoin de l'assentiment du seigneur du fonds. Mais sur le bénéfice pécuniaire qu'ils en retireront, les

bourgeois devront désormais payer un droit de vente (1) à ce seigneur ; cependant, ils conserveront le droit de mutation.

On le voit, beaucoup de ces dispositions montrent chez le comte de la Marche un souci réel et élevé de la justice. Il n'est pas seulement un chef, entre les nobles, ses vassaux, et les bourgeois de Bellac, il joue vraiment le rôle d'un arbitre.

III. — Dispositions de droit criminel. — Certaines règles de droit criminel établies par la charte, méritent de retenir un instant l'attention.

On sait l'importance qu'eurent, sous la période franque et à l'époque féodale, les ordalies. Nous trouvons trace de deux d'entre elles dans la charte de Bellac. C'est d'abord l'épreuve par l'eau bouillante ; quiconque aura été confondu par elle devra payer sept sols six deniers et une obole d'amende. C'est d'autre part le duel judiciaire : celui dont il aura prouvé la culpabilité payera soixante sols (2).

(1) Le mot *venda* a ici un nouveau sens ; il désigne ce qui est dû au seigneur féodal « *pro distractionis seu venditionis praedii facultate* ». Voir plus loin la note de du Cange jointe à l'Appendice I.

(2) « *Item si purgatio in aqua ferventi alicui fuerit adjudicata convictus debet de gagio VII solidos et VI denarios et obolum et duello convictus fuerit de gagio debet solidos sexaginta* ». La version française du XV^e siècle renferme ici un contre-sens : « *Item si*

Il faut signaler une autre mesure : quiconque aura causé des dégâts dans les vignes, les jardins ou les prés devra trois sols d'amende ; s'il refuse de payer, il aura l'oreille coupée. Au cas où le dommage serait important, la peine est laissée à l'appréciation des hommes de bien ; s'il a été commis pendant la nuit, l'amende est portée à soixante sols que se partageront le seigneur du fonds et l'intéressé ; s'il ne paie pas, le délinquant aura le poing coupé (1).

Le comte de la Marche édicte encore d'autres prohibitions ; c'est ainsi qu'il interdit de se servir contre autrui de couteaux ou d'armes émouluées et d'user de fausses mesures ; les contrevenants sont punis à son profit d'une amende de quarante sols. Une autre amende de soixante sols vient frapper ceux qui, malgré les ordres du comte, attaqueraient ou assiègeraient un habitant de la ville dans sa demeure et ceux qui contreviendraient sciemment au ban du comte.

Enfin si quelqu'un s'empare d'un voleur ou d'un

quelqu'un a été condamné à la question en eau chaude bouillante, convaincu il doit sept sols six deniers, et qui sera convaincu de duel (ou dol) doit soixante sols d'amende »

(1) « Debet sexaginta solidos de gagio vel pugno detruncetur. » C'est encore à tort que le texte français dit : « Il doit payer soixante sols d'amende et aura le pied coupé. » Cette sévérité s'explique par l'importance qu'avaient jadis les vignobles — aujourd'hui disparus — de la contrée.

meurtrier dans le château de Bellac, il doit le remettre au prévôt.

Telle est, complétée par quelques mesures qui placent les étrangers et les marchands venus du dehors sous la protection du comte, la charte de Bellac.

Une remarque s'impose ; on n'y trouve aucune trace de libertés communales. Le comte sauvegarde tous ses droits et maintient intégralement sa souveraineté. Il conserve la justice, et aussi la police, par l'intermédiaire du prévôt. C'est à lui que sont payées les impositions et les amendes ; c'est lui qui protège les étrangers et surveille les marchands. S'il accorde à ses sujets certains droits individuels, il ne leur reconnaît aucune liberté collective, aucun droit politique.

Faut-il en conclure que la charte d'Aldebert ait été dérisoire ou insignifiante ? Il n'en est rien. A cette époque, c'est un bienfait singulier que de pouvoir ainsi aller et venir, sortir de la ville ou y rester à son gré, sous la protection d'un seigneur aussi haut placé que le comte de la Marche. Le bourgeois se distingue ainsi, et chaque jour davantage, du serf encore enserré dans tous les liens de la féodalité (1). C'est un

(1) « Quelque étendue qu'eussent les privilèges d'une ville..., ses habitants, ceux qui étaient couverts par ses privilèges, appartenaient dès lors à une nouvelle classe de personnes. Le bourgeois, ou citoyen de la ville privilégiée, représente vraiment un

large bienfait aussi que cette liberté d'aliéner consentie par la charte. C'est un bienfait encore que ces garanties de justice minutieusement prescrites. Leymarie lui-même, dans un ouvrage qui ne saurait être suspect, puisqu'il est consacré à l'éloge de la bourgeoisie limousine et marchoise, le reconnaît. » Si l'on considère, dit-il, que les bourgeoisies placées sous la protection d'un seigneur puissant n'avaient aucun des soucis de la souveraineté ; qu'elles étaient protégées contre les entreprises des autres seigneurs, défendues même contre les exigences de la Royauté, peut-être trouvera-t-on qu'il y avait pour elles une compensation au sacrifice de la plus grande part de leur liberté » (1).

D'ailleurs, le prix qu'attachait la population à la confirmation et à la rédaction de la charte d'Aldebert, cent ans après que ce comte l'avait octroyée, montre qu'elle n'était point, tant s'en faut, sans valeur. Elle n'accordait aux habitants, il est vrai, ni le droit de s'assembler pour discuter leurs intérêts, ni celui de confier à certains d'entre eux le soin d'y veiller. Mais où sont les villes de la région qui, en 1160, avaient ob-

nouvel état dans la société féodale ; il se distingue des autres roturiers et se rapproche sensiblement du noble ; c'est un privilégié, comme ce dernier et comme l'ecclésiastique. » M. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 302.

(1) Leymarie, *Histoire du Limousin, La bourgeoisie*, t. II, p. 363.

tenu de telles libertés ? Bellac eut une charte cent ans avant toutes les cités voisines, Limoges excepté. Ce ne fut du reste pas toujours un avantage par la suite, car les chartes de ces dernières, si elles furent obtenues plus tard, furent aussi plus complètes et renfermèrent des droits plus étendus.

B. — LES PRIVILÈGES.

Dès le temps d'Aldebert, Bellac posséda d'autres privilèges que ceux qui figurent dans la charte. Voici en quels termes nous les fait connaître un historien de la ville.

« Aldebert, troisième du nom, onzième comte de la Marche, de la famille de Bozon, ... pour récompenser les habitants de la ville et châtellenie de Bellac de leur fidélité et des services qu'ils lui avoient rendus, et à ses prédécesseurs, comme à Bozon, second du nom, troisième comte fixe de la Marche, lors du siège de Bellac, l'an 997, par Guillaume IV (1), duc d'Aquitaine, et le roi Robert le Dévôt en personne, accorda l'an 1160, tant aux nobles, bourgeois, qu'au menu peuple de Bellac, plusieurs privilèges, immunités, sécurités et franchises, entre autres ceux qui

(1) En réalité, il s'agit, non de Guillaume IV Fier à Bras, qui mourut à Saint-Maixent en 995, c'est-à-dire deux ans avant le siège de Bellac, mais de son fils Guillaume V le Grand.

suivent :... Premièrement de bâtir sans la permission du comte, ni d'aucun autre seigneur son vassal, dans leurs fonds situés dans la châtellenie de Bellac, relevant de lui ou d'autres seigneurs particuliers, *sine injuria alterius*, sans nuire à personne, maisons, moulins, fours, fuie, colombiers, étangs à chevalets, c'est-à-dire à ponts ; faire garennes, nonobstant les seigneurs de fiefs ou terres, où sont assis les héritages qui composent la châtellenie. Secondement, il les exempta du droit de péage et de manade (1) ; leur donna, *signanter jus cenagii*, le droit de cénage, c'est-à-dire la liberté de pêcher dans l'étendue des ruisseaux de la châtellenie, de chasser partout, à la réserve de ses forêts et garennes, en payant tous les ans, le 18 octobre, jour de saint-Luc, au receveur de son comté,

(1) Ce droit de manade, *jus manadiæ*, consistait pour le comte de la Marche à percevoir tous les samedis de l'année « une grande cuillerée sur chaque septier de grain ». Il lui revenait ainsi la cent soixantième partie de tous les grains conduits au marché. Par les privilèges qu'il leur accorda, le comte en exempta donc les habitants. Mais il semble bien que plus tard, — sans doute en 1364, — ce droit ait été rétabli par l'accensement qu'en fit alors le comte de la Marche à des particuliers. Plus tard également fut créé un nouveau droit, celui de mesurage, qui finit par s'incorporer dans le premier, et qui se percevait aussi sur tous les marchés et était de huit deniers par septier. *Archives communales*, CC. 43.

64 livres 10 sols de rente, qu'on a depuis appelé la taille de Saint-Luc.

« Hugues XI de Luzignan, dit le Brun, confirma ces privilèges en 1260, selon le témoignage de Choppin, dans son *Commentaire sur la coutume d'Anjou*, liv. I, tit. V, chap. 47, aux notes marginales » (1).

Un autre historien local, l'abbé Granet, assigne la même origine à ces privilèges, et, au XVIII^e siècle, en 1782 et 1783, les officiers municipaux de Bellac, — au cours d'un procès (2) que leur avait intenté l'administrateur général des domaines du roi pour les contraindre au paiement de la taille de Saint-Luc, — les officiers municipaux soutinrent eux aussi que ces droits remontaient au XII^e siècle et que, dès l'origine, ils avaient, « suivant la loy *do ut des* », été la cause de la taille. Il nous faut cependant noter que l'intendant de la généralité émit alors des doutes sur la soli-

(1) Mallebay de la Mothe, *Questions de droit, de jurisprudence et d'usage*, p. 126-127. La fin de cette citation renferme une confusion qu'ont faite également les historiens locaux et les officiers municipaux de Bellac au XVIII^e siècle : c'est le début de la Charte que donne Choppin, et non celui des privilèges particuliers dont nous nous occupons maintenant.

(2) *Archives communales*, CC. 13. Au XVIII^e siècle, les habitants se plainquirent d'être troublés dans la jouissance de leurs privilèges, et dès lors refusèrent de payer la taille. Il fallut une sentence du bureau des finances de la Généralité de Limoges du 15 janvier 1783 pour les y contraindre.

dité de leur thèse ; selon lui, rien ne prouvait que les choses se fussent ainsi passées et qu'il y ait eu une obligation réciproque.

Nous ne saurions résoudre ce débat : déjà au XVIII^e siècle, le titre primordial était égaré, et, dès ce moment, les documents capables d'éclairer l'historien faisaient défaut. Au surplus, les pièces produites au cours du procès de 1782 sont pleines d'obscurités sur ce point. Il est donc à peu près impossible de se faire ici une conviction définitive. La corrélation entre l'octroi des privilèges et le paiement de la taille de Saint-Luc est simplement vraisemblable.

Mais ce que nous croyons pouvoir avancer, c'est que, de toute façon, ces privilèges furent l'objet, à une date qui demeure imprécise, d'une concession distincte de celle de la charte.

Différents, en effet, sont les caractères que présentent la charte et les privilèges. La charte fut accordée sur l'humble supplication des habitants ; elle fut gracieusement octroyée ; le comte certes profita de la circonstance pour rappeler ses droits seigneuriaux ; mais il n'exigea, en retour de cet octroi, aucune redevance. Il n'en va pas de même, du moins si nous adoptons la thèse fort soutenable présentée au XVIII^e siècle par les officiers municipaux, des privilèges relatifs à la liberté de bâtir, aux droits de chasse, de cénage et de manade, puisque les habitants s'engagent

en revanche à payer la taille de Saint-Luc ; disons plus, la raison de leur concession est certainement différente, puisqu'ici le comte de la Marche veut récompenser les habitants de leur fidélité et de leur appui pendant le siège de 997.

Autre dissemblance : dans la charte, il y a trois parties intervenantes ; parfois même, nous l'avons dit, le comte fait figure d'arbitre entre les nobles et les bourgeois. Quand il s'agit des privilèges, au contraire, nous trouvons en présence, d'une part le comte, de l'autre, tous les habitants, nobles ou bourgeois.

Une autre raison permet de croire à un octroi fait séparément de la charte et des privilèges. Quand, le 29 mars 1473, le « garde du scel authentique » du roi de France au bailliage du Limousin fit transcrire les coutumes confirmées par Hugues le Brun, il fit faire cette transcription intégralement, après avoir constaté qu'elles étaient « scellées du sceau dudit comte,... non viciées, ne cancellées, ny suspectes en aucune part...; desquelles la teneur s'ensuit mot à mot et est telle : *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti... Ego Hugo Brun.* ». Or ni dans le texte latin ni dans le texte français ne se trouve la moindre mention de ces derniers droits.

Ajoutons enfin que la charte elle-même nous fait connaître qu'il y a dans la ville d'autres coutumes que le comte est également tenu de respecter, les unes

concedées par lui, les autres par ses prédécesseurs (1).

Il est donc largement permis de penser qu'Aldebert III accorda séparément la charte et les privilèges ; Hugues le Brun, tout naturellement, confirma les deux.

Ces derniers droits, cette autorisation de bâtir, de chasser et de pêcher librement, semblent, au premier abord, présenter un très faible intérêt pour l'histoire des institutions municipales de Bellac.

Ils s'y rattachent étroitement cependant, car ce fut pour les défendre en même temps que pour faire maintenir les exemptions de taille et de péage que leur reconnaissait la charte, que les habitants, nous allons le voir, tinrent leurs premières assemblées.

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation municipale.

A. — AVANT LES CONSULS (1260-1571)

BELLAC VILLE DE PRÉVÔTÉ.

Ni dans la charte ni dans les privilèges concédés en dehors d'elle, l'on ne retrouve la moindre trace de libertés politiques accordées aux habitants par le comte de la Marche. La charte a tous les caractères d'une charte de franchise, elle est tout l'opposé d'une charte de commune.

Les habitants ne peuvent point nommer des représentants chargés de défendre leurs intérêts ; ils ne peuvent davantage s'assembler pour y veiller eux-mêmes et en discuter. Ce n'est point que la charte en contienne l'interdiction, mais elle garde ici un silence facile à interpréter.

Cependant, à diverses reprises, jusqu'à la création des consuls en 1571, les habitants se réunirent pour délibérer des affaires de la cité. Aucun texte ne permet d'établir que, postérieurement à 1260, une autorisa-

tion expresse du comte vint leur donner cette précieuse liberté. Il est probable qu'ils la durent, au moins au début, aux besoins financiers du comte et de la royauté.

De bien peu de ces assemblées, le souvenir nous a été conservé ; nous les étudierons brièvement. Mais auparavant il nous faut signaler deux faits qui se placent, l'un en 1265, l'autre en 1424, et qui montrent les habitants en conflit avec le comte pour la défense de leurs droits.

En 1265, Hugues XII de Luzignan ordonna « à ceux de son conté de la Marche d'agir selon les coutumes de Mont-Ferrand, et non de Limoges, qui étoient les loix romaines, avec défenses de se distraire du ressort, c'est-à-dire de plaider ailleurs que devant leurs juges. » Bellac et toute la Basse-Marche rejetèrent cet ordre. Nous ignorons malheureusement sous quelle forme se manifesta cette résistance des habitants ; mais elle les sauva de la situation des Hauts-Marchois qui, pendant des siècles, à la suite de leur aveugle soumission, ne furent pas maîtres pour la plupart de leurs personnes, ni de leurs biens, ni libres d'en disposer, « comme ils auroient pu faire, s'ils avoient suivi leur ancienne loi et l'exemple de leurs compagnons » (1).

(1) *Tableau et arrondissement de la sénéchaussée de Bellac*, p. 468-469.

Nous connaissons mieux les événements de 1424. Leur importance est d'autant plus grande qu'en même temps qu'ils constituent une insurrection municipale, ils sont à peu près seuls capables d'éclairer la situation de la ville en ces temps reculés. Donc, le comte de la Marche, Jacques II de Bourbon, roi de Hongrie, avait, à cette date, convoqué à Bellac « les Trois Estaz du païs de la Basse-Marche », afin d'obtenir d'eux la somme nécessaire à la recouvrance du château du Dorat. « Les circonstances dans lesquelles débuta le gouvernement de Charles VII, dit M. Antoine Thomas, étaient éminemment propres à favoriser le réveil des libertés provinciales.... De 1418 à 1451, les Etats de nos provinces du centre furent régulièrement réunis par Charles VII pour le vote de l'impôt, au même titre que ceux des pays d'Etats » (1). Au milieu des désordres que provoquaient la guerre étrangère et la guerre civile, l'appui des villes du centre et du midi de la France était singulièrement précieux au roi de Bourges et aux seigneurs et gouverneurs demeurés fidèles. Les Etats de la Basse-Marche (2) votèrent

(1) A. Thomas, *Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, Introduction, p. 25-27.

(2) « Pour la Marche nous n'avons aucun document assuré avant 1420. Nous ignorons s'il y a jamais eu des Etats communs à la Haute et à la Basse-Marche. » A. Thomas, *Les Etats provinciaux*, Introduction, p. 24.

un subsidie important, mais lorsque les agents du comte voulurent contraindre les habitants de Bellac à y contribuer, ils se heurtèrent à une énergique résistance. Les bourgeois ôtèrent au sergent royal les clefs des prisons, se refusant à reconnaître non seulement l'autorité du comte, mais même celle du roi, « à tout disans que pour Roy ne pour Royné n'en feroient que pour un bouton ». Ils mirent des gardes aux portes de la ville et menacèrent les officiers du comte ; même, un jour qu'ils s'étaient réunis en armes, l'un d'eux « cuida ferir le prévost de Belac d'un vireton et ne tint à lui que ne le fist ». Bref, ils s'opposèrent par la force à la mission des collecteurs, déclarant que, « s'il y avoit homme qui procedast à riens lever, ils mettroient tout en pièces ».

A la suite de cette émeute qui ne paraît pas avoir été la première (1), un procès entre le comte de la Marche et quatorze habitants qui avaient été les chefs de la révolte, s'engagea devant le Parlement de Poitiers (2). Il fut exposé par Jouvenel, pour le comte de la Mar-

(1) « Jouvenel dit que sont coustumiers de fere telles sedicions et rebellions, et naguères deyrent : *Regem non habemus, mortuus est.* »

(2) Nous avons puisé le récit de ces faits si instructifs dans un document tiré des *Archives nationales* et publié in extenso dans « *le Comté de la Marche et le Parlement de Poitiers* », de M. Antoine Thomas, n° CXI, p. 90 et suivantes.

che, qu'un subside de quatre mille cinq cents écus avait été voté par les Etats. « Tous furent d'accord que ledit subside feust mis sus et imposé, et furent les habitans de Bellac pour leur portion d'icellui subside tauxe et imposez par eulx-mesmes à la somme de XII^{xx} escuz », ce qui faisait une somme de trente à quarante sols par tête.

Les habitants reconnurent leur refus de payer. Rabateau, leur défenseur, justifia leur attitude par la nécessité où ils s'étaient trouvés de défendre leurs privilèges. « Dit que n'ont accoustumé d'estre taillez ; ont belles lettres des seigneurs de Bellac que ne le peuvent ne doivent estre ; et *de hoc* ont toujours joy et usé. — Dit que pieça le conte de la Marche les vould tailler, mais veuez leurs lettres, les laissa en pais ; et et ne sont tenuz pour leur franchise que de paier par an soixante-quatre livres ;... dit que ilz sont appelez les *francs bourgoiz* de Belac, et sans leur consentement ne peut estre imposée aucune taille, ains sont tenuz les seigneurs de Belac les garder et défendre en leurs libertez » (1). Le défenseur nie qu'ils soient des

(1) Pour appuyer sa thèse, le défenseur ajoutait : « La terre de Belac est *omnino* séparée de la Basse-Marche et est en païs de droit escript, ressortissant sans moien devant le seneschal du Limosin, et la Basse-Marche est en païs coustumier, et fut ung appenagé baillé par le roy, et n'estoit point Belac dudit appenagé ;... quant la Basse-Marche fut *ab initio* baillée par le conte de

sujets insoumis ; au contraire, ils ont toujours été « vraiz et loyaulx envers le roy, ont bien gardé leur ville à leurs dépens et paié le capitaine ». En outre, selon Rabateau, les habitants de Bellac « onques ne furent à l'assemblée de l'octroy de lad. taille de IIII^M^V^C escuz ne y consentirent, mais ce nonobstant, l'en les a voulu faire contraindre à y contribuer par un nommé Estienne de Beaureppaire », accusé et soupçonné de favoriser les Anglais. Mais nous savons qu'il y avait eu une première assemblée, qui ne prit aucune résolution, par suite de l'absence de divers personnages, et où assistait « la plus grant et saine partie des habitans de Belac ».

L'issue de ce procès est demeurée inconnue (1). Les

la Marche à ses filles, Belac aussi leur fut baillé *in augmentacionem*, mais par ce n'estoit point comprins ou païs de la Basse-Marche. » Argument qui ne dut pas manquer de paraître étrange à ceux qui plus tard soutinrent aussi les droits de Bellac, dans sa lutte contre le Dorat, pour la possession du siège principal de la sénéchaussée. Pour triompher de la ville rivale, les habitants se prévalurent pendant deux cent ans de ce que Bellac était la « seule ville royale et capitale de la Basse-Marche. »

(1) Jouvenel demanda, au nom du comte de la Marche, « que les défendeurs et chascun d'eulx soient condempnez et contrains à réparer et amender iceulx excès d'amendes honorable (*sic*) en la court de céans et au lieu en chemise, chascun une torche à la main, en disant teles paroles que la court ordennera, et proufitable de la somme de dix mille livres, et chascun pour le tout, et à tenir prison jusques à pleine satisfaccion ». Le procureur du

plaidoiries dont nous venons de donner la substance se contredisent généralement, ce qui est naturel. Mais, grâce à elles, quelques faits sont acquis. Malgré les efforts du comte de la Marche, Bellac, au XV^e siècle, reste en possession de ses libertés, et celles-ci sont assez importantes pour que ses habitants soient déjà connus sous le nom de francs bourgeois. La bourgeoisie de la ville, rendue déjà prospère par son commerce, joue dès cette époque un rôle dans les affaires de la province ; elle est représentée aux Etats provinciaux ; elle discute de ses intérêts et les défend avec une remarquable énergie.

En 1424, les quatorze « *singuliers* » poursuivis par le comte de la Marche soulèvent une partie au moins de la ville, cent-vingt à cent-quarante bourgeois. Dans la lutte entreprise pour la défense de leurs libertés ils adoptent une attitude insurrectionnelle qui ne va pas sans risques graves. Au siècle suivant, pénétrés des inconvénients qu'il y a pour eux à rester sans chefs et sans représentants attitrés, ils demanderont et obtiendront des consuls.

Il ne faudrait pas voir, cependant, dans la révolte qui eut lieu alors, une tentative faite pour instituer une « commune » semblable à celles qui avaient pris

roi joignit son réquisitoire à celui du représentant du comte de la Marche.

naissance et grandi dans d'autres parties de la France. Il ne s'agit pas pour les habitants de Bellac en 1424 de créer un organisme municipal indépendant et de conquérir de nouveaux droits ; ils veulent simplement conserver ceux qu'ils doivent à leurs antiques privilèges ; avant tout, ils s'insurgent contre l'impôt dont les menace le comte.

Au point de vue des institutions, le procès qui met aux prises le comte de la Marche et la bourgeoisie bellachonne, nous fait connaître la présence à Bellac d'un capitaine qui y commande. Surtout il nous montre que le prévôt que mentionnait déjà la charte d'Aldebert est toujours en fonctions. Sans aucun doute, le régime de Bellac est celui d'une ville de prévôté. Jusqu'à la réunion de la province au domaine de la couronne, sous François I^{er}, le prévôt seigneurial, celui du comte de la Marche, la gouverna. Par la suite, un prévôt royal lui succéda.

A l'époque que nous étudions, Bellac n'a donc pas d'officiers municipaux. Il est cependant nécessaire que, parfois, dans les cas graves, les habitants donnent leur avis. C'est alors qu'est convoquée l'assemblée générale.

Au cours de la longue période qui s'étend de l'octroi de la charte au XII^e siècle, jusqu'à la création des consuls au XVI^e, nous ne trouvons la trace que de trois réunions des habitants ; deux d'entre elles, tenues

en 1491 et 1535, sont relatives aux privilèges et à la taille de Saint-Luc ; l'autre, qui eut lieu vers la fin du XVI^e siècle, eut pour but de réclamer des consuls.

L'assemblée de 1494 fut convoquée par les agents du comte de la Marche, Pierre de Bourbon, désireux de faire faire un terrier de son comté. Une douzaine seulement d'habitants y assistent ; ce n'est donc pas une assemblée générale, mais ceux qui sont présents « comparent tant pour eux que pour tous les autres habitants de la ville de Bellac, et leurs hoirs et successeurs ». Ils reconnaissent devoir de tout temps et ancienneté « à Monseigneur, à la fête de Saint-Luc, la somme de soixante-quatre livres de taille pour que à cette clause ils ont certains droits, privilèges et prééminence ». Ils jurèrent sur l'évangile de tenir les promesses faites par leurs pères et payèrent « bien et loyalement » la rente. Mais le commissaire du comte de la Marche refusa d'enregistrer la raison d'être de la taille, « n'entendant.. rien allouer desdits privilèges » (1). En 1535, il en alla différemment. Soit qu'ils aient pris une conscience plus nette de leurs droits, soit que leur puissance se soit accrue, les habitants sauvegardèrent leurs libertés. Cette fois, ce fut devant les officiers de François I^{er} que les terriers furent renouvelés.

(1) *Archives communales*, CC 13.

« Ce prince, averti par son procureur de Basse-Marche, que des particuliers usurpoient sur son domaine, donna à Château-Briant, le 12 juin 1532, des lettres patentes pour faire et renouveler les terriers de ses châtellenies de la Basse-Marche, Bellac, Rencon (*sic*), Champagnac et Calais. Pour la confection du terrier, le 5 du mois de septembre même année, Marin de Monchenu, sénéchal de la Basse-Marche, commit François Barbarin licencié ès loix de la ville de Confolens, et Simon Descoutures, notaire royal de celle de Limoges »(1). Ce fut le 18 juin 1535, que fut passée la reconnaissance relative à Bellac. Plus de quatre-vingts habitants, « faisant la plus saine partie de ladite ville et paroisse » assistèrent à l'assemblée. Plus heureux que leurs prédécesseurs, ils obtinrent, en retour du paiement de la taille, la reconnaissance de leurs privilèges soigneusement énumérés (2).

(1) Mallebay de la Mothe, *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 67.

(2) *Archives communales* CC 43. « La précaution du terrier ordonné par François I^{er} fit rentrer dans la directe du roi plusieurs parties de rentes usurpées par les seigneurs voisins ; mais cette rentrée ne les empêcha pas de revenir à la charge, ce qui porta Louis XIV à ordonner le renouvellement des terriers du comté de la Basse-Marche ». (*Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 68). Un dernier terrier fut donc fait le 21 juin 1680. A cette époque, Bellac avait des consuls. Ce furent eux qui passèrent la reconnaissance et ils n'eurent garde d'o-

Ainsi Bellac, au milieu du XVI^e siècle, est dépourvu de tout organisme municipal permanent. La population, certes, ne reste pas indifférente aux intérêts de la ville. Elle connaît ses privilèges et en obtient la confirmation du roi de France, mais en l'absence d'un corps de ville, ses efforts pour établir une vie normale de la cité demeurent infructueux.

Vers 1525 on tira, de la sénéchaussée de la Marche, une sénéchaussée de la Basse-Marche, dont le siège fut successivement transféré à Bellac, à l'Isle-Jourdain et, en 1562, au Dorat, jusqu'à la création, dont nous avons parlé, de deux sièges en 1572, l'un principal au Dorat, l'autre secondaire à Bellac. Il appartenait donc au lieutenant général, et aux autres officiers de la sénéchaussée, en particulier au procureur du roi, de gouverner la cité. Mais vers 1570, il apparut aux habitants que les magistrats ne pouvaient veiller d'assez près aux affaires publiques. Celles-ci se trouvaient administrées « confusément, estant lesdits officiers occupés à l'exercice et administration de leur justice ». Par ailleurs, d'autres villes de la ré-

mettre que la taille et les privilèges étaient corrélatifs. Il convient de noter une différence entre le terrier de 1535 et celui de 1680. A cette dernière date, il fut convenu que Bellac ne paierait plus désormais que 43 livres de rente annuelle, le surplus étant à la charge de la paroisse rurale de Saint-Sauveur et de divers villages des environs.

gion, malgré leur moindre importance, avaient déjà un corps de ville. Les habitants se réunirent chez le lieutenant-général et, par une requête adressée au roi, réclamèrent des consuls.

B. — LE CONSULAT.

Ce ne fut qu'en 1571, que Bellac obtint des consuls. S'il s'était trouvé devancer les autres villes de la région pour l'obtention d'une charte de franchises, il était en retard sur elles au contraire en ce qui concernait l'instauration du régime consulaire depuis longtemps connu déjà dans la Marche et le Limousin, lorsque Charles IX lui accorda à perpétuité quatre échevins.

Le consulat, contrairement à la commune jurée, ce produit du sol français, était une institution d'origine étrangère ; son nom venait de celui des magistrats élus ou consuls qui, dans les cités italiennes, exerçaient anciennement l'ensemble des pouvoirs. Peu à peu, le consulat gagna tout le midi de la France ; là, « les cités consulaires acquirent en général le maximum des franchises municipales : droit de justice, de législation, d'imposition et de guerre. De grandes cités, Marseille, Arles, Avignon constituèrent de petites républiques presque indépendan-

tes » (1). Etabli dans le Languedoc au XII^e siècle, « le consulat, dit M. Esmein, remonta plus haut, en Auvergne, dans la Marche et le Limousin. Mais dans cette nouvelle région, d'ordinaire, les villes n'ont pas dans sa plénitude la justice et la législation ».

A Limoges même, le régime consulaire était fort ancien. Une *Chronique limousine*, rapportée par Leymarie, place son apparition avant même le X^e siècle (2). Mais le système alors en vigueur nous est inconnu. Plus tard, du reste, en 1251, il fallut le reviser. Une assemblée placée sous la protection « de Dieu et de Nostre-Dame sainte Marie, de saint Pierre, de saint Paul, de saint Martial... et de tous les amis de Dieu », et qui comprenait les consuls du château de Limoges, les prud'hommes de la ville et tout le peuple de la communauté, prêta serment d'observer le nouvel accord intervenu. Nous n'avons point l'intention d'étudier ici, même sommairement, le régime consulaire assez complexe de Limoges ; disons seulement qu'en 1251 il fut résolu que, jamais au château de Limoges, les consuls ne nommeraient leurs successeurs (3). A côté de cette interdiction de la coopta-

(1) M. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 306 et suiv.

(2) Leymarie, *Le Limousin historique*, t. I, p. 502 et 503.

(3) « E es mais establitz et jurat, que jamais en chasteu de Lemotges cossols no mettran cossols ». *Manuscrit de la mairie*

tion, il faut signaler une autre prohibition : les consuls ne pouvaient être réélus avant cinq ans (1).

Rochechouart dut ses consuls à la libéralité de son vicomte Aymeri XI, qui les lui accorda en même temps que la charte de franchises en 1296. La ville eut quatre consuls. Ils furent choisis la première année par le vicomte ; par la suite, les anciens consuls devaient nommer leurs successeurs (2). C'est donc un mode de nomination diamétralement opposé à celui adopté par Limoges. Les consuls avaient le droit de faire, sous certaines réserves, des constitutions et statuts à leur gré.

Tout autre fut le régime du Dorat. A la suite d'une transaction survenue en 1566 entre l'abbé, les chanoines et les habitants, il fut convenu que six syndics seraient chargés d'administrer la ville, dont deux seraient désignés par les chanoines et pris dans leur sein, et quatre par les habitants. A la fin de chaque année, deux des syndics, l'un chanoine, l'autre bour-

de Limoges, publié par Leymarie, *Limousin historique*, t. I, p. 504 et suiv.

(1) « Cosduma es en ista villa, que li cossol qui an estat l'an cossol, quant ve au jorn qu'en deven issir, d'aqueu jorn à 5 ans no los i deu hom tornar » (*Ibidem*).

(2) « Eis dedit et concessit consules et communitatem, quatuor videlicet per se primo, et annuatim successive novos per veteres consules eligendos ». *Charte de Rochechouart*.

geois, devaient demeurer en fonctions « pour l'instruction de ceulx qui seront députés en l'année subséquente. » Tous les ans, le premier janvier, les chanoines élaient en chapitre leur nouveau représentant. Quant aux habitants, ils procédaient de la manière suivante : leurs députés de l'année en cours et ceux de l'année précédente se réunissaient et prêtaient serment de nommer « les plus idoines de tous états et qualités qu'ils verront estre à faire de chascun quartier des quatre portes de la ville ». Ils procédaient ensuite à l'élection de trois nouveaux syndics. La convention de 1566 porte que l'avis des deux chanoines « vaudra et équipollera à l'avis des quatre commis et députés par les dicts manans et habitans » (1).

En 1571, Bellac, qui n'avait point de consuls, se trouvait donc distancé par les cités voisines. A quelles causes faut-il attribuer cet état de choses. C'est ce qu'il est à peu près impossible de discerner aujourd'hui. Peut-être les difficultés que le comte de la Marche avait eues à plusieurs reprises avec les bourgeois, au début du XV^e siècle, se renouvelèrent-elles ;

(1) « Contrat de transaction fait entre les abbé, chanoines de l'église de Saint-Pierre du Dorat, et les habitants et manans d'icelle ville ». *Manuscrit* de Pierre Robert, lieutenant général du Dorat, *Collection dom Fonteneau*, t. XXIV, p. 609 et s. Bibliothèque municipale de Poitiers.

peut-être amenèrent-elles ses successeurs à craindre les effets de la turbulence de la population (1).

Quoi qu'il en soit, aux environs de 1570, les habitants, émus de la situation inférieure où se trouvait leur ville, se réunirent chez le lieutenant général Jehan Feydeau et résolurent de s'adresser au roi pour lui demander des consuls (2). Ils firent valoir l'importance qu'avait prise la cité au cours du XVI^e siècle. Elle était, disaient-ils, « close et environnée de beaux et grandz fossés, murailles et tours et fortresses, et la principale ville du païs, munie de beaucoup de peuple et d'une bonne et belle République, où se faict et exerce ordinairement grand traffict et commerce de marchandise ». Le commerce s'y était, en effet, rapidement développé, attirant de loin les marchands étrangers. Pierre Robert lui-même, qui fut l'auteur de nombreux mémoires historiques, et aussi lieutenant général du Dorat, et, comme tel, irréconciliable ennemi de Bellac, le reconnaît. « Bellac, dit-il, est une ville composée de beaux et grands faux-bourgs, très peuplée, devenue riche et puissante par

(1) « Ceux de Bellac sont..... haults à la main, querelleurs, grands chicanneurs, irréconciliables en leurs inimitiés, et qui se plaisent fort en dissensions et brouilleries ». *Manuscripts* de Pierre Robert. *Collection dom Fonteneau*, t. XXX, p. 393.

(2) *Papiers de la famille de Feydeau-Saint-Christophe*, cités par Granet, *Histoire de Bellac*, p. 79.

le grand trafic qui s'y fait de toutes sortes de marchandises » (1).

Cette extension qu'avait prise la ville et la fidélité qu'elle avait toujours observée envers ses seigneurs, qu'ils fussent le comte de la Marche ou le roi de France, déterminèrent Charles IX à accueillir favorablement la requête qui lui était présentée. Par lettres patentes du mois de mars 1571, il donna quatre consuls aux habitants. « Permettons, disait-il, accordons et octroyons par ces présentes qu'ilz puissent et leur soit loisible doresnavant et à tousjours créer et eslire au temps qu'ilz verront plus commode et à propos quatre d'entre eux des plus sufisantz et capables pour estre consulz ou eschevins de la dicte ville ; dont les deux changeront chascune année. » La création de consuls à Bellac à cette date, après les longs et patients efforts du pouvoir royal pour saisir l'administration des villes, semble assez faite pour surprendre, car le temps est passé de l'octroi des libertés municipales. « Les Valois, dit M. Alfred Rambaud, ne permirent la constitution d'aucune république nouvelle ; ils s'appliquèrent à détruire les anciennes... François I^{er} enleva à beaucoup de vieilles communes l'élection de leurs magistrats et les fit admi-

(1) *Manuscrits* de Pierre Robert, *Collection dom Fonteneau*, t. XXX, p. 98.

nistrer par des officiers à lui » (1). Il est donc plutôt anormal que Bellac reçoive le droit de nommer des magistrats municipaux dans le siècle même où la royauté s'efforce de supprimer ceux-ci dans les villes où ils subsistent.

Quelle fut donc la cause de cette mesure de faveur ? Il est assez malaisé de la découvrir. Peut-être les événements qui agitaient le pays y furent-ils pour quelque chose. Sans doute les temps n'étaient pas encore venus, bien qu'ils fussent proches, où, sous la double poussée de la Ligue et du protestantisme, tout le passé municipal et féodal allait avoir un brillant réveil, mais les esprits étaient déjà travaillés et prêts à s'engager dans cette voie. Les ambitions des villes, en présence des faiblesses et des hésitations du pouvoir royal, s'étaient accrues, et celui-ci devait en tenir compte davantage qu'autrefois. Peut-être aussi la création de quatre consuls à Bellac fut-elle due à des circonstances purement locales et particulières. Ce fut, nous venons de le dire, le lieutenant général de la Basse-Marche qui prit l'initiative de la réunion des habitants où ceux-ci réclamèrent des échevins. Or, la famille de ce personnage semble avoir joui de quelque crédit auprès du comte de la Marche, qui se

(1) Alfred Rambaud, *Histoire de la civilisation française*, ch. XV et XXIII.

trouvait être le propre frère (1) du roi. Il est possible que l'intervention de Henri de Valois ait eu une influence décisive sur Charles IX. Malheureusement, nous ne pouvons guère émettre ici que des hypothèses. Un seul fait est certain : ce fut sur la demande motivée des habitants et pour récompenser leur loyalisme que le roi leur accorda des consuls.

Ainsi, Bellac obtint tardivement la même faveur que les cités voisines, mais sous une forme bien différente.

Les consuls seront nommés par la population. Ce sont, en effet, « tous les habitants » qu'ils représentent aux termes des lettres patentes de Charles IX. Toutefois, d'après l'abbé Granet, ceux seuls qui avaient droit de bourgeoisie prenaient part au vote et ce droit de bourgeoisie était réservé à ceux qui justifiaient de la possession d'une immeuble. Il faut regretter qu'aucun texte ne vienne appuyer et préciser cette intéressante assertion.

Nous ne sommes guère mieux documentés lorsque nous cherchons à connaître qui pouvait prétendre à l'exercice des fonctions consulaires. Il est cependant à peu près certain que les échevins devaient appartenir au moins à la bourgeoisie. Parmi eux, nous n'avons trouvé que des magistrats : officiers de la sénéchaussée ou de l'élection, des avocats, des méde-

(1) Henri de France, duc d'Anjou, plus tard Henri III.

cins, des procureurs et des marchands. Même un noble y figure à deux reprises.

Nous nous sommes demandé si les magistrats de la sénéchaussée étaient éligibles au consulat, malgré l'édit de 1547 qui avait interdit le cumul. Nous pouvons répondre d'une façon affirmative. Nous voyons bien qu'en 1647, le lieutenant particulier, François de Faulconnier, se fait décharger par un arrêté du Parlement des fonctions échevinales auxquelles il avait été appelé (1), mais nous savons, par contre, que quatre ans plus tard, en 1651, un conseiller du roi au même siège exerçait ces fonctions (2).

De 1571 à 1692, année qui vit sans doute la création à Bellac d'un maire perpétuel, un système ingénieux va fonctionner. Tous les ans, deux consuls, les plus anciens, devront se retirer pour être remplacés par deux nouveaux. De la sorte, il est impossible d'être consul plus de deux années de suite. Les deux nouveaux consuls feront une sorte d'apprentissage auprès de leurs collègues déjà en charge et seront en mesure de gérer et d'administrer la ville quand ceux-ci leur rendront des comptes. Puis, au bout d'un an, initiés désormais, ils seront à leur tour initiateurs et formeront les administrateurs destinés à leur suc-

(1) *Archives départementales de la Creuse*, E 269.

(2) *Archives civiles de la sénéchaussée de Bellac*, B 125.

céder. Il y a là une garantie de capacité. Autre avantage : l'on évite que les mêmes personnes ne s'attachent indéfiniment dans leur place. Il est bon que la ville ait des consuls avertis, il serait mauvais qu'ils restassent trop longtemps en fonctions. Sans doute, la différence et presque l'inégalité que nous avons marquées entre les deux années d'exercice des mêmes consuls ne paraissent pas avec netteté dans le texte des lettres patentes. Mais elles sont manifestement conformes à leur esprit, et chaque jour elles se firent sentir dans la pratique (1).

Toutefois, il reste possible, — et le cas se présenta à maintes reprises, — d'être plusieurs fois consul. Ce que veut seulement l'édit, c'est que nul ne le reste plus de deux années consécutives, car, sans cette précaution, il y aurait lieu de craindre l'arbitraire de ceux qui garderaient trop longtemps leur charge, et aussi leur irresponsabilité, car s'ils n'étaient pas régulièrement remplacés, auprès de qui feraient-ils cette reddition de comptes que l'édit prend soin d'organiser ?

Y avait-il égalité entre les consuls ? Les lettres patentes font mention du « *premier consul* », qu'elles

(1) Nous avons noté plus haut une disposition semblable dans la convention passée au Dorat entre l'abbé, les chanoines et les habitants.

chargent de rendre compte de l'administration des deniers communs. En fait, cependant, les deux consuls d'une même année, d'une même « promotion », si nous osons risquer ici ce terme, font toujours ensemble l'exposé de leur gestion commune. Nous n'avons vu nulle part que l'un des échevins ait pris ce titre de premier consul tant que dura le régime que nous étudions présentement. Mais il nous faut remarquer qu'il en allait souvent autrement dans les villes du Limousin. A Brive, le consúl Vielbans a soin d'indiquer qu'il est premier consul, et de désigner ses collègues en faisant suivre leur nom de leur numéro d'ordre (1). A Limoges, fait plus intéressant, un roulement avait été établi entre les consuls ; chacun d'eux était de service pendant un mois et, durant ce temps, s'intitulait « prévôt-consul » (2).

Fonctions des consuls. — Charges et prérogatives. — Etre consul n'est pas un droit ; c'est un honneur et c'est un devoir. Une fois nommés, ils sont « tenus prendre et accepter » leur charge. Pour lourdes que soient parfois ces fonctions, elles n'en sont pas moins gratuites, cela va de soi. Chaque année, les nouveaux

(1) *Nouveau recueil de registres domestiques limousins et marchois*, publiés par Louis Guibert, t. I, p. 311 et suiv. Journal de N... Vielbans, consul de Brive.

(2) *Idem*, Journal de Lafosse.

consuls doivent prêter serment devant les magistrats de la sénéchaussée de la Basse-Marche. Au moment où le consulat fut créé, c'étaient les officiers du duc d'Anjou (plus tard Henri III). L'année suivante, en 1572, Bellac ayant reçu un siège secondaire, ce fut devant les officiers de ce siège qu'ils prêtèrent serment.

Quelques prérogatives sont accordées aux consuls. C'est ainsi que les lettres patentes de 1571 leur donnent un costume spécial. « Lesquelz pour enseigne et marque de leur dignitté pourront porter robes et chaperons de couleur rouge et jaulne » (1). Nous retrouvons là un usage général (2). Mais, si nous en croyons l'abbé Granet, ils montrèrent peu d'empressement à s'en revêtir et ils ne le prirent qu'assez tard sur l'ordre que leur en donna le roi. Dès 1571, Charles IX

(1) « La robe des consuls est de laine ; elle est singulière, étant mi-partie de quatre lais, dont deux rouges et deux jaunes, ainsi que le chaperon ». *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 86.

(2) Un document qui relate l'entrée à Limoges, en 1576, d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret, nous montre que les consuls de cette cité jouissaient de la même faveur. « Les consuls de la présente ville marchaient après, vestus de jupes de damas, portant robes longues de veloux noir, façonnées à la trésorerie et dessus chaperons de damas cramoiisi rouge à borlets et à longue comette, montés sur blancs chevaux garnis de leurs housses ». Leymarie, *Le Limousin historique*, t. I, p. 45. Documents historiques.

avait fixé qu'il ne pourrait dépasser un certain prix. « Voulons et nous plaist, disaient les lettres patentes, que les robes et chaperons que les dictz consulz ou eschevins porteront, n'excèdent la somme de cinquante livres tournois. »

D'autres droits leur étaient réservés, notamment celui de participer officiellement aux fêtes et cérémonies publiques : c'est ainsi qu'ils assistèrent en corps à la pose de la première pierre du collège ; et celui, sans doute, de nommer l'ermite de Lorette, petite chapelle édiflée au début du XVII^e siècle aux environs de Bellac. Nous les voyons, en effet, le 9 février 1643, procéder, de concert avec le curé de la paroisse et les officiers de la sénéchaussée, au remplacement du dernier ermite récemment décédé, sous réserve de l'approbation de l'évêque de Limoges (1). Bien qu'un seul acte ait été conservé, il semble que ce mode de nomination ait été normal.

Certains consuls, ne se contentèrent pas de ces honneurs ; ils cherchèrent à étendre leurs prérogatives et à empiéter sur celles des officiers du roi. C'est ainsi qu'en 1672, un conflit éclata entre eux et le lieutenant général. De tout temps, le droit d'allumer les feux de joie de la Saint-Jean avait été reconnu à ce magistrat. Or, en 1672, l'un des consuls prétendit

(1) *Archives communales*, GG. 9.

l'en déposséder. Les officiers de la sénéchaussée durent s'adresser au roi qui leur donna gain de cause.

Dans le mémoire de protestation qu'ils avaient rédigé, ils se plaignaient de l'esprit trop entreprenant des consuls. Leur « ostentation de zèle », disaient-ils, n'est qu'une preuve de leur indiscrétion. A les entendre, la vanité aurait guidé les actions des consuls. Et d'ajouter que les habitants manifesteraient hautement leurs sentiments à cet égard « s'ils ne creignoient pas qu'on les moleste par logement de gens de guerre » (1).

Les consuls avaient là, il faut le reconnaître, un pouvoir redoutable à une époque où les passages de troupes étaient fréquents et étaient l'occasion de charges fort lourdes et parfois ruineuses (2). L'arbitraire des échevins pouvait provoquer des inquiétudes sérieuses et d'autant plus légitimes, qu'ils n'hésitaient pas toujours à user de leur puissance. En 1686,

(1) *Archives de M. Genty de La Borderie*, citées par Granet, *Histoire de Bellac*, p. 485.

(2) Dans une requête adressée à l'intendant de la généralité de Limoges en 1541, les consuls exposent que les habitants ont fourni à quatre régiments des « vivres, fourrages et ustancilles suivant l'ordonnance de Sa Majesté, et ce, non seulement au désir des ordres du roy, mais à la volonté et à la discrétion des gens de guerre, pour obvier au désordre et ruine dont la dicte ville estoit menacée s'ils eussent faict autrement..., ce qui a causé une très grande ruine aux habitans ». *Archives communales*, GG. 69.

un plaideur, en procès avec l'un des consuls en charge et deux de ses parents, déclare « accause de leur autorité ne pouvoir trouver d'huissier et de sergent, ny de procureur » (1) pour soutenir sa cause et actionner ses adversaires. Il fallut lui désigner un procureur et un huissier d'office.

Attributions. — Les lettres patentes établissent d'une manière générale les attributions des échevins ; ils auront « pouvoir, juridiction et autorité de cognoistre de la pollice d'icelle [ville] suivant noz ordonnances, traicter, décider, gouverner et administrer les affaires publicz ».

En fait, les consuls eurent des attributions très diverses que nous allons examiner successivement.

a. — Rapports avec les habitants et avec le pouvoir central. — Défense des intérêts généraux. — Les consuls constituent le corps de ville. Ce sont eux qui convoquent l'assemblée générale des habitants (2). L'assemblée réunie, ils lui soumettent des propositions ; quand elle est terminée, ils transmettent ses vœux et exécutent ses décisions. Mais ils ne la président pas ; la direction de l'assemblée revient au lieu-

(1) *Archives civiles de la sénéchaussée de Bellac*, B. 36.

(2) « Aujourd'huy unziesme mars mil six cent cinquante-un à Bellac, en l'assemblée de maison de ville convocquée en la manière acoustumée à la dilligence des consuls d'icelle ». *Archives communales*, CC 5.

tenant-général. Toutefois, ils sont bien les intermédiaires naturels entre le pouvoir royal et les habitants et, sur ce point, ils ont pleinement pris la place de ce magistrat ; ce sont eux qui adressent des requêtes au roi et qui « supplient humblement » l'intendant.

La direction des affaires de la cité leur appartient, sous réserve de la surveillance qu'ils subissent et des sanctions qui les guettent. Ils représentent la ville dans les contrats et dans les procès (1). En 1648, ce sont eux qui passent avec les Pères de la doctrine chrétienne, le contrat d'établissement du collège ; il ne vaudra pourtant que « soubz le bon plaisir du Roy ». « Alors comme aujourd'hui, dit Tocqueville, l'administration tenait tous les Français en tutelle ; et si l'insolence du mot ne s'était pas encore produite, on avait du moins la chose » (2). Mais cette tutelle resta assez légère tant que dura le consulat ; elle laissait alors une large place à l'initiative des villes. Nous venons de voir les consuls fonder un collège ; ils avaient déjà aidé, en 1588, à faire confirmer la sup-

(1) Procès entre les consuls et Mgr de Foulé, intendant de la généralité de Limoges, au sujet des sommes imposées par lui aux habitants pour le paiement des troupes. *Archives de la sénéschaussée de Bellac*, B. 123. — Procès contre les doctrinaires, *Archives communales*, GG.71.

(2) Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 76.

pression du juge châtelain prévôtal (1), et leur intervention en 1634, pour obtenir le rétablissement de l'élection de Bellac, fut couronnée de succès (2).

b. — Police, Travaux publics, Hygiène, Assistance, Commerce. — Les lettres patentes accordent aux échevins la police de la ville. Mais rien n'est plus imprécis. Les consuls, autant que les rares documents relatifs à leur administration permettent d'en juger, paraissent animés d'un zèle très remarquable, dès qu'il s'agit du bien être matériel de la cité. Au début du XVII^e siècle, l'un d'eux, Vergnaud, fait restaurer et achever les fortifications. Un autre, Guy Feydeau, qui semble avoir de l'hygiène un souci très prononcé

(1) L'édit de 1572, en créant un siège particulier à Bellac, réunissait à ce siège les châtelainies de Bellac, Rancon et Champagnac. A la mort du dernier titulaire de l'office de juge châtelain et prévôtal de Bellac, qui survint en 1578, il devait y avoir extinction. Mais celui-ci l'avait vendu avant de mourir et l'acquéreur voulut entrer en possession. Naturellement, le lieutenant particulier protesta, les consuls et les habitants se joignirent à lui et obtinrent gain de cause.

(2) « Henri II créa et érigea à Bellac un siège d'élection l'an 1558, il fut supprimé l'an 1560. Ce siège fut érigé de nouveau par Henri III en 1578 et supprimé en 1583 » (*Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 84). Rétablie le 15 mars 1639, l'élection fut définitivement éteinte en 1661. En 1578, elle avait été formée de paroisses distraites des élections de Poitiers, de Limoges et du Blanc en Berry. Elle comprenait, en 1639, 80 paroisses.

pour l'époque, fait réparer les fontaines et multiplier les robinets de distribution « pour éviter aux habitants de prendre de l'eau dans les puits qui étaient très mauvais » (1). Il surveille la propreté intérieure des maisons ; il fait enfin construire un canal pour assainir la ville et prend des mesures préventives contre les épidémies. L'assistance publique est, pour la première fois, réglementée par Vergnaud (2). Ils sont aussi actifs et aussi vigilants en ce qui concerne la police des marchés et des foires. En 1659, quand le procureur du roi de la sénéchaussée requiert contre certains habitants, qui, au mépris des défenses déjà faites, se rendent journellement « au devant des denrées sur les chemins, en sorte qu'il n'en vient que très peu au marché », il n'est que l'écho des plaintes des consuls. Sans doute y avait-il de la part des individus visés une tentative d'accaparement ; le tribunal fit droit au réquisitoire du procureur du roi et donna satisfaction aux consuls en interdisant aux habitants, sous peine d'une amende de cinquante livres, de se porter à la rencontre des marchands (3).

Les échevins ne se bornèrent pas à protéger le

(1) *Livre de raison* de Guy Feydeau, consul de Bellac, cité par Granet, p. 166.

(2) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 166.

(3) *Archives civiles de la sénéchaussée de Bellac*, B. 23.

consommateur ; ils voulurent aussi favoriser la production indigène. D'où une curieuse ordonnance qu'ils rendirent en 1668 — l'une des rares que nous connaissions — où, après avoir rappelé des décisions antérieures, ils font « itérative deffense à tous hostes et gabaretiers » de Bellac d'acheter et de mettre en vente des vins autres que « ceux cueillis à ladite ville et lieux circonvoisins d'icelle, afin de faciliter le débit ». Les contrevenants sont menacés d'une amende de cent livres applicable moitié au roi, moitié à l'entretien de l'horloge (1). Ordonnance qui présente le double intérêt de nous montrer les consuls sanctionnant leurs décisions et d'être un exemple caractéristique d'un protectionnisme municipal très marqué, qui ne saurait du reste surprendre à l'époque de Colbert.

c. — *Gestion financière.* — L'administration des deniers de la ville était, comme bien on pense, l'une des attributions les plus importantes des consuls. Nous nous réservons de faire une étude à part des finances municipales de Bellac sous l'ancien régime. Cependant, il nous paraît bon de fixer, dès maintenant, quelques points relatifs à la gestion consulaire.

Ce sont les échevins qui procèdent à l'adjudica-

(1) *Archives civiles de la sénéchaussée de Bellac*, B. 553.

tion des deniers d'octroi et de riefve (1) devant le lieutenant général et en présence du procureur du roi de la sénéchaussée (2). Ce sont eux qui paient le prédicateur de l'Avent (3) et du Carême (4), et les petits fonctionnaires municipaux (sergents, tambour, etc.) (5). Ce sont eux encore, nous l'avons dit, qui arrêtent le rôle à établir sur les habitants pour la subsistance des troupes qui traversent la ville (6), et nous avons indiqué que ce pouvoir entraîne, parfois, des abus.

Les renseignements que nous avons sur la gestion des consuls sont assez sommaires et ne portent que sur un très petit nombre d'années. Il nous est pourtant possible de juger que leur tâche était assez malaisée. En 1654, ils se plaignent que la ville n'ait aucun revenu pour subvenir à ses nécessités, « les deniers de riefve et d'octroy ne suffisant pas pour payer le quart des charges » (7).

Par ses lettres patentes de 1571, Charles IX avait

(1) Nous n'avons pu parvenir à connaître quel était ce droit.

(2) *Archives communales*, CC. 5. En 1670, cette adjudication a lieu moyennant 450 livres.

(3) *Archives communales*, CC. 5.

(4) *Livre de raison* du consul Guy Feydeau.

(5) *Archives communales*, CC. 5.

(6) *Archives communales*, CC. 7.

(7) *Archives communales*, CC. 5.

voulu assurer une sage et régulière administration des deniers communs, en obligeant les consuls à rendre des comptes à leurs successeurs (1). Cette reddition devait avoir lieu « ainsi qu'il est acoustumé faire ez aultres bonnes villes de nostre royaulme et aultres prochaines de la dicte ville de Bellac ». En fait, et la garantie était sérieuse, elle se passait devant le lieutenant général (2). Mais, en fait aussi, elle n'eut pas toujours lieu ou du moins il lui arriva souvent de subir de forts retards. Aussi les procès intentés par les consuls à leurs prédécesseurs sont-ils nombreux (3). En 1659, le procureur du roi de la sénéchaussée dut même faire des remontrances au sujet du « mespris faict par les consuls de cette ville, depuis longues années, de rendre compte du manieement des affaires publiques », et il rappela que, diverses ordonnances déjà rendues par le tribunal étaient restées sans effet (4). Comme conclusion, il fut

(1) « Sera rendu compte par le premier consul de l'administration des deniers qu'ils auront maniés en l'année de leurs charges. Et sy seront tenus et chargés des restes qui se trouveront par la closture desdits comptes estre deubs ».

(2) *Archives communales*, CC. 7.

(3) Notamment en 1659. *Archives de la sénéchaussée de Bellac*, B. 23.

(4) Déjà en 1647, le procureur du roi avait réclamé une vérification des comptes.

ordonné à tous les consuls qui n'avaient pas encore rendu leurs comptes, de le faire dans la huitaine (1).

En 1679 un incident assez piquant se produisit. Les doctrinaires qui tenaient le collège avaient avancé huit cents livres nécessaires à l'acquisition du terrain sur lequel ils avaient bâti. Une assemblée des habitants décida, qu'à titre d'indemnité, les consuls leur verseraient annuellement quarante livres ; cette mesure devait même avoir un effet rétroactif. Bien mieux, elle résolut qu'au besoin pour y parvenir « pourront les sieurs consulz passés et pour l'advenir » y être contraints « à leurs frais et despens ». Mais lorsqu'il s'agit d'obtenir l'adhésion définitive et complète des habitants, quelques-uns seulement acceptèrent de signer ; les autres se retirèrent. « Et continuant de faire signer, les sieurs consulz en charge et autres habitans présents à l'acte se sont retirés et n'ont voulu signer. ». Ainsi les consuls essayèrent de se soustraire au joug. Ce fut sans doute en vain, car le texte que nous avons sous les yeux ajoute : « Et sera l'acte cy-déssus dellivré et exécuté à Bellac, ensuite les ditz sieurs consulz aiant esté appellés par les ditz sieurs officiers ont signé » (2). On le voit, la responsabilité des consuls en matière financière, n'apparaît pas toujours comme un vain mot.

(1) *Archives de la sénéchaussée de Bellac*, B. 23.

(2) *Archives communales*, GG. 29.

Ainsi, dans l'ensemble, le consulat à Bellac est un régime de libertés municipales, bien qu'il n'y ait jamais eu, tant s'en faut, l'éclat dont il brilla dans d'autres cités. Dans l'étude que nous venons d'en faire, nous avons fait presque complètement abstraction de l'intervention du pouvoir royal. A peine avons-nous signalé l'ingérence, encore faible, de l'intendant dans les finances de la ville.

A vrai dire, les rapports des échevins et du pouvoir central paraissent ne pas présenter alors un très grand intérêt. Les consuls n'ont guère affaire à l'intendant que pour lui adresser des requêtes. Il leur arriva une fois de plaider contre lui.

Pendant plus d'un siècle qu'il dura à Bellac, le consulat ne subit aucune modification importante. L'heure avait été propice à son établissement et les circonstances extérieures l'avaient favorisé dans son développement régulier. A ses origines, la royauté, menacée, tant que durèrent les guerres de religion, par les luttes des factions rivales, les ambitions des grands seigneurs et le démocratisme naissant de la Ligue, devait tout naturellement s'appuyer sur les villes demeurées fidèles. Or, la Marche et le Limousin, assez tièdes à l'endroit du protestantisme, mais franchement hostiles aux Ligueurs, s'étaient de bonne heure attachés à la cause du parti politique. Henri IV, dont ces provinces embrassèrent bientôt la cause et

qui, « en montant sur le trône, avait promis expressément de protéger les libertés municipales », maintint toujours scrupuleusement les villes du royaume dans leurs anciennes prérogatives et son successeur suivit son exemple. Il nous faut arriver jusque vers la fin du XVII^e siècle pour reconnaître à Bellac des modifications sérieuses dans l'organisme municipal. En 1690, un édit créa dans toutes les villes un procureur du roi de la maison commune, personnage qui apparaît à Bellac pour la première fois l'année suivante. En 1692, au plus tard, le consulat disparut et fut remplacé par une institution nouvelle, la mairie perpétuelle.

C. — LE MAIRE PERPÉTUEL.

Les historiens se sont généralement accordés pour condamner dans l'édit de 1692, créant partout des maires perpétuels, à qui le roi vendait le droit de gouverner leurs concitoyens, une confiscation audacieuse des libertés municipales (1), difficilement excusable par les besoins du trésor qu'avaient épuisé de longues guerres.

En réalité, si la monarchie s'en était tenue à cette première mesure, peut-être la situation de Bellac n'en

(1) A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*; Augustin Thierry; Raynouard.

eût-elle pas été plus mauvaise. Nous avons montré combien les habitants devaient craindre l'arbitraire des échevins et avaient à se plaindre des surcharges et des logements de gens de guerre qui leur étaient imposés s'ils avaient excité la rancune des officiers municipaux. Nous avons cité, par ailleurs, ce particulier qui ne peut trouver un procureur assez hardi pour actionner un consul en exercice.

Le pouvoir royal n'obéit donc pas en 1692 qu'à des préoccupations fiscales et il s'exprime avec sincérité lorsqu'il se plaint que « les officiers élus, pour ménager les particuliers auxquels ils étoient redevables de leur emploi et ceux qu'ils prévoyaient leur pouvoir succéder, ont surchargé les autres habitants des villes ».

Le double but que poursuit la monarchie : garantir les habitants des villes contre la partialité des officiers élus et assurer au corps municipal plus de stabilité et de compétence, ce double but apparaît comme parfaitement digne d'éloges. Malheureusement, les dangereuses tendances fiscales, qui s'étaient manifestées en 1692, furent aggravées par divers édits ultérieurs.

La plupart des historiens de Bellac ont semblé ignorer l'existence de la mairie perpétuelle au XVII^e siècle, ce qui s'explique assez par l'absence de do-

cuments ; mais nous pouvons affirmer (1), contrairement à une opinion erronée, qu'en 1765, la mairie ne fut pas créée, mais bien rétablie à Bellac, où elle avait existé une première fois, au moins (2) dès 1692. Ce fait n'a pas échappé au plus ancien historien de la ville. « Louis XIV, dit-il, créa, par édit du mois d'août 1692, des maires dans toutes les villes du royaume ; cette juridiction subsista à Bellac jusqu'en 1717, temps auquel elle fut supprimée. »

L'organisation municipale de Bellac, pendant ces vingt-cinq années, ne présente aucun trait caractéristique, c'est celle qui est imposée à toutes les villes de France.

(1) Les actes des registres paroissiaux suffiraient à prouver l'existence à Bellac de la mairie perpétuelle, au moins depuis 1696 jusqu'en 1717. Le personnage qui fit l'acquisition de cet office apparaît dans de nombreux actes. (Cf. notamment un acte de décès du 17 octobre 1696 et un acte aussi de décès du 8 avril 1718). — La même constatation résulte de l'examen des archives civiles des sénéchaussées de Bellac et du Dorat. En outre, une ordonnance de l'intendant de la généralité de Limoges, en date du 19 février 1709, fait allusion aux « maire et consuls de la ditte ville » de Bellac. Enfin, comment supposer que notre cité ait échappé au régime instauré dans toute la France ?

(2) Il se pourrait que l'institution d'un maire perpétuel à Bellac ait précédé quelque peu cet édit, car nous voyons, dans un « Extrait des registres du Conseil d'état », la mention d'une interdiction faite « aux mères (*sic*) et échevins de la ditte ville de Bellac », datée du 12 février 1692.

A partir de 1692, le maire perpétuel est investi des mêmes privilèges que les consuls. Ceux-ci perdent beaucoup de leurs anciennes attributions ; désormais, c'est le maire perpétuel qui convoque les assemblées ; même il dépossède le lieutenant-général de leur présidence (1) ; c'est lui encore qui procède à l'examen et à la clôture des comptes.

Pendant un an, Bellac fut administré par le maire perpétuel en même temps que par quatre consuls élus à l'ancienne manière, assistés d'un procureur du roi de l'hôtel de ville. Par la suite, divers édits, dans le détail desquels nous ne pouvons entrer, vinrent à nouveau modifier la composition du corps de ville. Nous nous bornerons à citer celui de décembre 1706 qui créa dans toutes les villes du royaume des maires et des lieutenants de maires alternatifs et triennaux (2).

(1) Arrêt du Conseil du 19 janvier 1694.

(2) Les besoins du trésor n'avaient fait que croître ; l'on résolut de recourir à une nouvelle vente d'offices municipaux en créant partout des maires et des lieutenants de maires alternatifs et triennaux. Il ne pouvait être en effet question de déposséder les titulaires des offices qu'ils avaient acquis à la suite de l'édit de 1692 ; on décida ingénieusement de les « doubler », si nous pouvons employer ce terme, en prétextant qu'ils ne pouvaient suffire à l'exercice de leurs fonctions. L'édit de décembre 1706 fixa donc qu'il y aurait dans chaque ville deux maires exerçant à tour de rôle le pouvoir municipal. Pour éviter les plaintes des anciens maires, on réunit à leur office la moitié de l'office

Il ne reçut à Bellac qu'une exécution partielle ; il n'y eut pas de maire alternatif (1) ; par contre, nous y constatons la présence, jusqu'en 1720, d'un lieutenant du maire alternatif.

En 1709, de semblables mesures furent prises en ce qui concernait les échevins. C'est ainsi que, jusqu'en 1720, deux des consuls de Bellac, le premier et le troisième, furent anciens et alternatifs, et les deux autres alternatifs et triennaux. Les deux premiers et le lieutenant du maire alternatif disparurent à cette date, la ville ayant alors racheté leurs offices pour la somme de 2.268 livres.

Les inconvénients d'une pareille organisation municipale se conçoivent aisément. En 1714, la guerre étant terminée, et les besoins d'argent moins pressants, Louis XIV comprit qu'il était nécessaire de rendre aux villes leurs anciennes libertés. Aussi leur permit-il de déposséder les titulaires des offices « en les remboursant toutefois en un seul et même paiement ». Deux ans plus tard, le Régent confirmait cette

triennal ; d'où le maire créé en 1692 porta le nom de maire perpétuel ancien et mi-triennal et le maire créé en 1706 celui de maire alternatif et mi-triennal. Le même dédoublement fut prescrit en ce qui concernait les lieutenants des maires.

(1) Les nouveaux offices, une déclaration de 1710 le reconnaissait, obtinrent fort peu de succès ; dès 1709 il avait fallu autoriser leur réunion aux anciens.

décision. Précisant même ses intentions, ce prince rendit, en 1717, un nouvel édit où il décida que les officiers des hôtels de ville seraient désormais élus comme ils l'étaient avant 1690.

Il semble qu'en 1717, ou au plus tard au début de 1718, le maire perpétuel ait cessé ses fonctions à Bellac, qui recouvra ses quatre consuls librement nommés.

D. — DE 1717 À 1765. — RESTAURATION DU CONSULAT

Voici maintenant une période de cinquante années, très rapprochée de nous, puisqu'elle s'étend de la suppression de la mairie en 1717 à son rétablissement en 1765, et qui nous échappe presque entièrement. Ni dans les archives communales, ni dans celles de la sénéchaussée, ni dans les travaux des historiens régionaux, nous n'avons pu trouver la moindre trace de l'organisation municipale d'alors. Tout au plus quelques rares constatations nous permettent de nous en faire une idée approximative.

D'une part, l'édit de juin 1716 et la déclaration du 17 juillet 1717, en fixant que désormais les villes éliraient leurs magistrats comme par le passé, rétablissaient le régime consulaire à Bellac. D'autre part, nous voyons que, lorsque le tribunal de Bellac ordonna, le 7 décembre 1764, l'exécution de l'édit du 7 septembre

de la même année (1), il le fit à la requête des consuls de la ville (2).

Ainsi, au début comme à la fin de cette période demeurée si obscure et si complètement négligée par l'histoire, nous trouvons les consuls à la tête de la cité. Comme ils apparaissaient encore à deux reprises, en 1734 et en 1736 (3) dans les archives de la sénéchaussée et comme par ailleurs nous avons établi, grâce au témoignage d'un contemporain, que la mairie, supprimée en 1717, ne reparut qu'en 1765, nous pouvons affirmer que, durant toute cette période, Bellac n'eut pas de maire, et fut administré par des consuls, même lorsque les offices se trouvèrent rétablis, une première fois de 1722 à 1724, et une seconde de 1733 à 1764.

C'est la seule clarté que nous puissions répandre sur cette époque. Mais il est aisé de concevoir combien dut être précaire la vie communale. Aucun esprit de suite, puisque, à trois reprises, des édits viennent modifier, non peut-être la composition, mais l'origine du corps de ville, nul souci du lendemain, un

(1) Edit portant création d'un corps de ville présidé par un maire.

(2) *Archives de la sénéchaussée de Bellac*, B. 85.

(3) Année 1734 : « J.-B. Meilhaud, marchand, l'un des consuls en charge de cette ville de Bellac ». *Archives de la sénéchaussée*, B. 56. — Année 1736 : « Pierre Papon, pelletier, consul de la ville de Bellac ». *Idem*, B. 58.

désintéressement de plus en plus grand des affaires publiques de la part des habitants, des finances mauvaises, difficiles à contrôler, tel est le spectacle qu'offre alors Bellac. Il est celui d'une complète anarchie municipale. Le compte rendu d'une réunion tenue en 1766, après le rétablissement de la mairie, nous montre que l'on avait même un moment cessé de percevoir certains droits (1).

Le désordre dans lequel se trouvait Bellac n'était pas un phénomène particulier (2) ; c'était une situation générale. Seules, des mesures radicales pouvaient remédier à un état de choses qui devenait funeste. Elles finirent par s'imposer et, en 1764,

(1) « Messire Pierre-Louis-Jean Barthon, vicomte de Montbas, maire de la ville de Bellac, a représenté que la perception des droits établis sur la boucherie et sur les vins de débit... conformément aux édits et déclarations de Sa Majesté des mois d'août 1758 et 3 janvier 1759, ayant été discontinuée depuis plusieurs années, soit par les différentes discussions tant de la part des contribuables que des préposés pour en faire le recouvrement, soit par le défaut d'une maison de ville et juridiction ainsi qu'elle l'est actuellement ». *Archives communales*, BB. 1. Registre des délibérations du corps de ville.

(2) « Au dix-huitième siècle, dit Tocqueville, dont les paroles s'appliquent parfaitement ici, le gouvernement municipal des villes avait dégénéré partout en une petite oligarchie. Quelques familles y conduisaient toutes les affaires dans des vues particulières, loin de l'œil du public et sans être responsables envers lui ». A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, ch. III.

Louis XV rendit un édit qui vint renouveler de fond en comble l'organisation municipale de toutes les villes du royaume.

E. — LES MAIRES DE 1765 A 1789.

La déplorable situation municipale, qui était celle de la France tout entière, ne pouvait durer. Le ministère réformateur du duc de Choiseul le comprit. De Compiègne, au mois d'août 1764, et de Marly, en mai 1765, Louis XV rendit deux édits qui permirent aux villes d'élire leurs officiers municipaux. Mais ce ne fut pas, comme en 1717, le régime antérieur à 1690 qui rentra en vigueur. Toutes les villes furent pourvues d'une administration dirigée par un maire que nommait le roi sur une liste de trois candidats proposés par les notables.

La mairie, rétablie à Bellac en 1765, s'y maintint jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Mais des modifications vinrent, à plusieurs reprises, altérer la composition du corps de ville, et il nous faut, dans le court laps de temps qui nous reste à parcourir, distinguer quatre périodes :

I. — De 1765 à 1771, Bellac est soumis au régime fixé par l'édit de mai 1765 pour les villes de plus de 4.500 habitants ; c'est une période de libertés municipales.

II. — De 1771 à 1776 ; en vertu de l'édit de novembre

1771, les offices sont rétablis et le demeureront jusqu'en 1789.

III. — De 1776 à 1786 ; à la suite d'une tentative téméraire du lieutenant du maire, le roi réduit le nombre des officiers municipaux de Bellac.

IV. — De 1786 à 1789 ; le roi rétablit l'office de lieutenant du maire, supprimé en 1776, et modifie à nouveau la composition du corps de ville.

Nous allons examiner de plus près chacune de ces périodes.

I. — DE 1765 A 1771.

Les édits de 1764 et de 1765 créaient, dans les villes de plus de 4.500 habitants, une organisation municipale très complexe. Désormais, les corps de ville y étaient composés d'un maire, de quatre échevins, de six conseillers de ville (1), d'un syndic-receveur et d'un secrétaire-greffier (2). A l'exception du maire,

(1) Aux termes de l'édit de mai 1765, les maires devaient exercer leurs fonctions pendant trois ans. Quant aux échevins, ils ne restaient en charge que pendant deux ans, de façon à ce qu'il y en eût toujours à la fois deux anciens et deux nouveaux. Le même procédé s'appliquait à l'élection des six conseillers de ville ; ils étaient élus pour six ans, mais renouvelables chaque année à tour de rôle.

(2) Toutefois ces deux derniers n'avaient point voix délibérative.

tous les officiers municipaux sont élus par une assemblée spéciale, l'assemblée des notables. Quant au maire, il n'est pas élu par les notables ; ceux-ci proposent une liste de trois candidats au roi qui choisit celui qui lui agréé (1).

S'ils rendaient aux villes la liberté de choisir leurs officiers municipaux, les édits de 1764 et 1765 n'en étaient pas moins empreints d'une extrême prudence. C'est ainsi que, lors des renouvellements qui viendront, le maire ne pourra être pris que parmi les échevins ou anciens échevins, les échevins, à leur tour, parmi les conseillers de ville, les conseillers de ville parmi les notables. C'est ainsi encore que, si le maire dirige le corps de ville, la présidence de l'assemblée des notables doit revenir au lieutenant général.

Quels sont donc ces notables auxquels nous venons de faire allusion pour la seconde fois ? L'édit de 1765 décide que, « les assemblées de notables seront composées du maire, des échevins, des conseillers de ville et de quatorze notables ». Dans un sens strict, ce sont ces derniers qui sont appelés « les notables ». Leur recrutement est assuré d'une façon fixe, mais non rigide ; pour les former, dit l'édit, « il en sera

(1) « Nous avons jugé qu'il seroit aussi honorable pour nos dites villes et bourgs qu'intéressant pour notre service, que leur premier officier fût connu et approuvé de nous ». *Edit de 1765*, préambule.

choisi un dans le chapitre principal du lieu, un dans l'ordre ecclésiastique, un parmi les personnes nobles et officiers militaires, un dans le bailliage ou sénéchaussée, un dans le bureau des finances, un parmi les officiers des autres juridictions (1), deux parmi les commensaux de notre maison, les avocats, médecins et bourgeois vivant noblement, un parmi ceux qui composent la communauté de notaires et de procureurs, trois parmi les négociants en gros, marchands ayant boutique ouverte, les chirurgiens et autres exerçant les arts libéraux, et deux parmi les artisans ». Ces notables doivent être élus à la pluralité des voix par une assemblée de « députés » que nomme, à part, chaque corps, à raison d'un député par corps, juridiction ou communauté (2).

(1) A Bellac, ce siège fut réservé au maître particulier des eaux et forêts.

(2) Nous devons nous excuser d'avoir exposé dans ses grandes lignes le fonctionnement du régime municipal institué par l'édit de 1765. Sans doute, les déviations qu'il a subies à Bellac sont bien légères ; mais il nous a paru nécessaire de rétablir, sur les institutions de Bellac au XVIII^e siècle, la vérité, singulièrement déformée par les écrivains locaux. Ne lisons-nous pas, dans l'*Histoire de Bellac*, de l'abbé Granet, les lignes suivantes : « Le nombre des notables à nommer était tout d'abord de dix qui, avec les quatre consuls restés sous le nom d'échevins, composaient une municipalité de quatorze membres. Ils étaient élus pour quatre ans, mais les quatre échevins étaient nommés, deux

Or, nous voyons bien qu'à Bellac, les règles, en ce qui concerne l'élection des députés chargés de nommer les notables, ont été observées rigoureusement : les artisans eux-mêmes délèguèrent un des leurs, un serrurier, pour les représenter. Mais, l'édit de 1765 n'y fut pas pareillement respecté en ce qui concerne le choix des notables.

D'une part, comme il n'y avait dans la ville ni chapitre ni bureau des finances, la représentation des autres corps fut accrue, mais ici, la voie était tracée par l'édit lui-même. D'une part, fait plus important, lorsqu'en 1770 il fallut procéder à des élections par-

tous les deux ans ». Tout est à reprendre dans cette assertion. Le même auteur s'est d'ailleurs fait une idée singulièrement fausse des changements opérés dans l'organisation municipale de Bellac. « Les consuls, dit-il, ne suffisaient désormais plus aux multiples détails que réclamait la bonne administration de la chose publique. C'est pourquoi, sur leur demande, le roi les autorisa à faire ce que d'autres villes avaient déjà fait, à s'adjoindre des auxiliaires ;... on les nomma les notables ». Les consuls et les habitants de Bellac ne réclamèrent aucune faveur et le roi ne leur en accorda aucune en la circonstance. Il rendit, en 1764 et 1765, des édits généraux portant réorganisation des corps de ville dans tout le royaume ; ces édits furent appliqués à Bellac comme partout ailleurs.

Nous ne pouvions pas ne pas faire ces rectifications. Nous sera-t-il permis d'ajouter que ces quelques erreurs, qui figurent dans l'ouvrage de M. Granet, n'ont diminué à nos yeux ni le charme de sa lecture ni l'intérêt de sa documentation ?

tielles pour le remplacement de dix notables, aucun siège ne fut laissé aux représentants des négociants, des petits marchands et des artisans (1), non qu'ils furent exclus par une coalition des privilégiés et des députés des classes libérales, mais, d'eux-mêmes, ils se désintéressèrent de la direction des affaires municipales (2). Plusieurs de leurs députés, « quoyque dhuement avertis », dit le procès-verbal de la réunion, négligèrent même de venir prendre part à cette élection des notables.

Ce détachement des classes commerçantes et laborieuses ne doit cependant pas causer une trop fâcheuse impression. Le régime, établi à Bellac par l'édit de 1765, y produisit de très favorables effets. Il y amena une renaissance brillante de la vie municipale, renaissance qui persista, même après le rétablissement des offices, en 1771. L'élan est donné et sera maintenu jusqu'en 1789. Désormais, des réunions fréquentes et régulières ont lieu ; les officiers

(1) *Archives communales*, BB. 1.

(2) « A mesure qu'on avance dans le siècle, le nombre des notables de droit se multiplie dans le sein de cette assemblée ; les députés des corporations industrielles y deviennent moins nombreux ou cessent d'y paraître. On n'y rencontre plus que ceux des corps ; c'est-à-dire que l'assemblée contient seulement des bourgeois et ne reçoit presque plus d'artisans ». A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, chap. III.

municipaux rivalisent de zèle. Réouverture du collège, création d'un bureau de charité, mesures relatives à l'hygiène, procès engagé contre l'administration du domaine au sujet de la taille de Saint-Luc, précision dans les comptes, fréquentes assemblées soit des notables, soit des habitants, tenue minutieuse même d'un registre de la maison commune, tout témoigne des efforts constants du corps de ville.

II. — DE 1771 A 1776.

La joie qu'avaient causée les mesures du duc de Choiseul fut de courte durée. En 1770, ce ministre était renversé. Dès l'année suivante, au mois de novembre 1771, un nouvel édit vint rétablir, cette fois définitivement, les offices.

Bellac perdit donc encore la liberté d'élire les membres de son corps de ville. Il dut cependant à l'édit, d'avoir une organisation municipale moins complexe (1). Le corps de ville s'y trouva fort réduit ; il ne comprit plus qu'un maire, un lieutenant du maire,

(1) Au lieu de l'assemblée des députés qui nommait des notables chargés eux-mêmes d'élire le corps de ville, ce qui n'allait pas toujours sans retards, sans difficultés et sans brigues, il n'y eut plus que des officiers nommés par le roi, et, dans les circonstances importantes, l'assemblée générale des habitants. Il y avait un recul au point de vue des libertés locales, mais le régime établi antérieurement avait un caractère tout aussi oligarchique.

deux consuls, deux assesseurs et un procureur du roi (1). Toutefois, le syndic-receveur, sous le nom nouveau de trésorier-receveur, et le secrétaire-greffier, conservèrent leurs fonctions.

Sans doute, le corps de ville se serait-il maintenu en cet état jusqu'à la fin de l'ancien régime ; l'organisation municipale que Louis XVI établit à Bellac en 1786, fut à peu près la même que celle qui disparut en 1776 ; mais à cette dernière date, une tentative imprudente du lieutenant du maire, appuyé par la population, vint provoquer la chute de la municipalité et permettre au pouvoir royal de réduire encore le nombre des officiers municipaux.

Depuis plusieurs siècles, une rivalité soupçonneuse divisait les deux villes voisines de Bellac et du Dorat. En 1776, sur le bruit que le lieutenant général de Bellac travaillait à obtenir la suppression de son propre siège, pour en obtenir la réunion à celui du Dorat et présider le siège unique ainsi formé, s'emparant aussi des critiques formulées par ce personnage contre les autres conseillers du siège de Bellac,

(1) L'édit de 1771 permettait aux villes de racheter les offices, mais celles-ci, à la fin, se lassèrent de ce jeu. Bellac, qui avait, au prix de lourds sacrifices, effectué ce rachat après l'édit de 1717, renonça cette fois à le faire. Louis XV dut donc nommer des officiers municipaux, mais il le fit très tard, par une ordonnance du 17 septembre 1775.

les habitants s'agitèrent. Comme le maire était absent, le lieutenant du maire, approuvé par les officiers municipaux, prit l'initiative de convoquer une assemblée générale. Plus de cent-trente habitants s'y rendirent, et non seulement les bourgeois de Bellac, jaloux de défendre les intérêts de leur cité, mais encore les nobles des environs. Il fut décidé qu'une protestation contre les agissements du lieutenant général serait adressée au garde des sceaux et, comme on aurait pu chercher « à surprendre sa religion », le fils du lieutenant du maire reçut pouvoir de représenter les habitants auprès de ce ministre et du Parlement (1).

L'incident devait avoir des suites, mais elles ne furent pas celles qu'escòmptait la population. L'intendant, d'abord, cassa et annula « la prétendue délibération du 31 mars », en déclarant illégale l'assemblée qui avait eu lieu ; il fit ensuite « très expresse inhibition et défense aux officiers municipaux de convoquer de pareille assemblée en aucun cas et autre forme » que ceux prescrits par les règlements. Selon lui, les habitants n'avaient pas à intervenir dans cette affaire qui n'intéressait « ni l'administration de la ville, ni celle de ses revenus » (2).

(1) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 212 et suiv.

(2) *Archives communales*, BB. 1.

L'affaire alla plus loin; le 22 mai 1776, le roi destitua le maire et lui enjoignit de se rendre à Tulle (1). Quelques mois après, pour mieux marquer son mécontentement, par une décision spéciale, il modifia de nouveau la composition du corps de ville.

III. — DE 1776 A 1786.

Ces incidents eurent pour résultat de réduire encore le nombre des officiers municipaux de Bellac, et par là ils montrèrent le peu de cas qui se faisait désormais de la liberté des villes. Le 14 juillet 1776, le roi décida que « le corps municipal de la ville de Bellac ne serait, à l'avenir, composé que d'un maire, de deux consuls et d'un procureur du roi. ». De même qu'en 1771, le receveur et le greffier conservèrent leurs charges. Quant à l'office de lieutenant du maire, il fut purement et simplement supprimé. Naturellement, les officiers municipaux continuèrent à être nommés par le roi.

IIII. — DE 1786 A 1789.

En 1786, pour des raisons qui nous échappent, Bellac vit finir la disgrâce où il était tenu depuis dix ans. Le roi rendit au corps de ville une forme assez

(1) Plus tard, mieux informé, le roi révoqua cette destitution. Mais l'ancien corps de ville n'en resta pas moins supprimé.

semblable à celle qu'il avait eue de 1775 à 1776. La municipalité comprit, dès lors, un maire, un lieutenant du maire, trois échevins et un procureur du roi. Le receveur et le greffier survécurent encore à ce changement.

F. — LES ASSEMBLÉES

A côté du corps de ville, les assemblées d'habitants exercent une influence sensible sur la direction des affaires municipales.

Nous avons dit l'obscurité de leur origine, mais il nous faut revenir sur cette institution pour préciser quelques détails et marquer son évolution.

Il est à peu près impossible de se faire une idée des premières assemblées d'habitants qui eurent lieu à Bellac. Nous avons montré que, lorsque le comte Aldebert accorda la charte, il le fit avec l'assentiment de la population. Mais, sous quelle forme se manifesta cette approbation, de quelle façon les habitants furent-ils appelés à l'exprimer ? Quelques-uns des leurs furent-ils mandatés par eux pour arriver à une entente avec le comte, ou bien celui-ci convoqua-t-il une assemblée où il exposa ou fit exposer ses propositions ? C'est là ce qu'il reste, bien peu de chances de connaître jamais.

Quant à la réunion de 1491, les lueurs que nous avons sur elle sont bien faibles. Le petit nombre des

bourgeois qui eurent alors mission de représenter la ville et le refus hautain que leur opposa le délégué du comte de la Marche de faire mention de leurs privilèges dans la reconnaissance de la taille de Saint-Luc, semblent pourtant indiquer que la réaction aristocratique, qui marqua le règne de Charles VIII, eut sa répercussion jusque dans nos provinces. Les onze bourgeois qui passèrent alors la reconnaissance de cette taille, furent sans doute nommés à cet effet par leurs concitoyens.

En 1535, lors de la reconnaissance de la taille de Saint-Luc, c'est un commissaire royal qui fait convoquer les habitants par le sergent royal. Les bourgeois sont venus nombreux à cette réunion, mais elle a un caractère exceptionnel. Nous n'y reconnaissons pas un phénomène de la vie courante de la cité. C'est que celle-ci ne se manifeste guère d'une façon régulière qu'après l'institution du consulat. Alors apparaissent de fréquentes assemblées d'habitants. Au XVII^e siècle, il y a là une habitude fortement ancrée dans les mœurs de la population. Ce sont les consuls, désormais, qui convoquent les habitants, et cette tradition se maintiendra jusqu'à la fin de l'ancien régime. Sous Louis XVI, c'est encore le maire, devenu le chef du corps de ville, qui est chargé de cette mission.

Sous le consulat, la forme de la convocation était

la suivante : les échevins faisaient appeler par devant eux les principaux habitants et assembler les autres « à son de tambour et cry public, par les cantons et carrefours » de la ville. En général, les réunions avaient lieu le dimanche et étaient proclamées, nous apprend le procès-verbal de l'une d'elles, « à l'issue de la grand messe et à son de cloche qui est la manière accoutumée » (1). Tous les habitants y étaient donc appelés, mais il semble que les plus considérables étaient l'objet d'une attention spéciale.

La présidence des assemblées, sous le régime consulaire, revenait au lieutenant général ; en 1694, un arrêt du conseil la lui enleva pour la donner au maire perpétuel, mais, en 1717, il rentra en possession de tous ses droits.

Jusqu'au XVIII^e siècle, il n'y eut que des assemblées générales ; leur recrutement était démocratique ; elles portaient le nom d' « assemblées de ville », d' « assemblées de maison de ville », ou encore d' « assemblées de nostre ville de Bellac ». Vers le milieu du XVIII^e siècle, il en alla tout différemment. Le pouvoir appartient alors aux « notables », qui forment une assemblée particulière, chargée d'élire le corps de ville, et sont, eux-mêmes, nommés dans des réunions de corps et de communautés. L'assem-

(1) *Archives communales*, GG. 28.

blée générale reparait, cependant, avec une vigueur et un éclat nouveaux après 1771 ; elle intervient fréquemment dans les questions budgétaires et d'enseignement.

Les habitants délibérèrent toujours des affaires de la cité sous la surveillance du procureur du roi. A l'issue de chaque réunion, ils signaient le procès-verbal (1) relatant les décisions prises, décisions que devaient exécuter les consuls.

Les assemblées se tinrent toujours dans la salle où se rendait la justice et où siégeaient les officiers des diverses juridictions (2). Bellac, en effet, sous l'ancien régime, n'eut jamais d'hôtel de ville. Encore

(1) « Les habitants de la dicte ville, pour plus grande approbation, les habitants qui savent escrire de figures ont signé la présente délibération et pour ceux qui ne savent escrire ny signer l'ont approuvée en présence du tabellion royal ». Procès-verbal de l'assemblée de 1634, tenue pour réclamer le rétablissement de l'élection.

(2) En 1647, le procureur de roi déclare « qu'il a besoin d'avoir, preuve en forme de notoriété... qu'on tient les audiences dans ceste salle, seul lieu où la justice s'exerce dans ceste ville. Le prévost des mareschaux de ceste province, messieurs les officiers des eaux et forestz et messieurs les esleus, puis leur établissement, y ont toujours exercé la justice chacun à son esgard, et les consuls de ceste ville y [ont] tenu les assemblées publiques et non pas en aucun aultre lieu de ceste ville, ce qui est notoire à tous les habitants d'icelle ». *Archives de la sénéchassée de Bellac*, B. 16.

à la veille de la Révolution, ses officiers municipaux se plaignent de cette absence (1). Les consuls et les habitants connurent donc les mêmes vicissitudes que les magistrats du siège. Ils se réunirent d'abord dans la salle de l'Hôtel-Dieu laissée à leur disposition. Ce local était insuffisant ; aussi Louis XIV, à la prière des habitants, ordonna-t-il qu'il fût édifié, à ses frais, un auditoire public qui fut construit en 1676, et prit le nom de Palais-Royal. Désormais, les officiers municipaux et ceux des diverses juridictions qui existaient à Bellac, y tinrent leurs séances et les assemblées générales s'y réunirent.

(1) « L'an 1770 et le 27^e jour du mois de may, au Palais-Royal de la ville et sénéchaussée de Bellac, capitale de la Basse-Marche, à défaut d'hôtel de la maison de ville, etc ». *Archives communales*, BB. 1.

TROISIÈME PARTIE

Les finances municipales.

A. — HISTORIQUE.

Il ne saurait s'agir d'étudier les finances municipales de Bellac avant la fin du XVI^e siècle. C'est en effet, avec l'institution du consulat qu'apparaît l'existence d'un budget communal. Même, les rares pièces qui nous ont été conservées ne datent que du milieu du siècle suivant.

Il convient cependant de remarquer qu'à côté des charges qu'ils s'imposèrent pour l'entretien de leur ville, les habitants en subirent d'autres, dont il leur fallut s'acquitter envers le comte de la Marche et le roi de France, et il nous faut, à ce propos, revenir brièvement sur les subsides consentis, en 1424, subsides qui furent l'occasion d'une émeute, et sur les reconnaissances de la taille de Saint-Luc.

Nous avons dit, qu'aux termes de la charte d'Aldebert, le comte ne devait prendre « sur aucun homme

de Bellac rente ou pension ». Mais les Etats de la Basse-Marche votaient au comte les sommes nécessaires dans les circonstances graves ce qui se produisit en 1424, lorsqu'il fallut recouvrer le château du Dorat. Les Etats consentirent alors quatre mille cinq cents écus. Si nous en croyons les affirmations qui furent produites pour le comte de la Marche, lors du procès qu'il intenta aux habitants, ce furent ceux-ci qui, eux-mêmes, fixèrent la part de la ville « à XII^{xx} escuz » et qui nommèrent des commissaires pour répartir cette somme entre eux. Nous pouvons saisir ici combien étaient privilégiés déjà les francs-bourgeois de Bellac, par rapport aux hommes des campagnes, car chaque citoyen n'eut à payer que trente à quarante sols, tandis qu'une contribution beaucoup plus lourde pesa sur les ruraux.

Le consentement des bourgeois fut longtemps nécessaire pour la perception des impôts. En 1491 et en 1535, ce sont leurs assemblées qui « reconnaissent » la taille de Saint-Luc. D'une façon générale, et encore que nous soyons faiblement documentés sur cette époque, il paraît bien qu'avant la création du consulat, les impositions aient dû être consenties par les assemblées d'habitants. Ce sont, d'ailleurs, ces réunions qui nomment les collecteurs ; mais, ceux qui sont chargés d'un mandat financier ne doivent pas dépasser l'objet spécial de leur mission, toute exclu-

sive et temporaire. Sans doute, le lieutenant général surveille-t-il ces opérations à partir du XVI^e siècle.

Les finances sous le régime consulaire. — Nous avons déjà, à propos des attributions des échevins, examiné leur rôle en matière financière. Nous n'y reviendrons pas. Nous nous bornerons à constater que, chaque jour, l'action du pouvoir royal se fit plus envahissante et son contrôle plus sérieux. C'est le lieutenant général qui assiste régulièrement aux redditions de comptes, c'est le procureur du roi de la sénéchaussée qui donne des conseils et des autorisations, c'est l'intendant qui statue sur les requêtes qui lui sont adressées.

Du consulat date donc la mise en tutelle de Bellac au point de vue financier, mais c'est alors aussi que la ville commence à avoir des ressources régulières : en 1605, Henri IV lui accorde le droit de percevoir un impôt sur le sel ; un budget normal, annuel est établi ; chaque année, les consuls rendent compte à leurs successeurs. Des fonctionnaires municipaux sont chargés de la levée des taxes ; nous voyons apparaître un adjudicataire des deniers d'octroi et des collecteurs nommés chaque année avec une mission élargie. En même temps, la royauté commence à se renseigner sur les ressources réelles et sur les charges de la ville.

Les finances sous le maire perpétuel et au XVII^e siècle. — Il y eut peu de changements sous le maire perpétuel. Il faut pourtant rappeler que, désormais, c'est ce personnage qui doit présider « à l'examen, audition et clôture des deniers » de la ville. D'ailleurs, le roi lui-même ne tarde pas à s'occuper, par une intervention particulière, des finances de Bellac, et le 12 février 1692 le Conseil d'Etat rend un arrêt pour préciser les dépenses de la ville, et il est ajouté : « Fait Sa Majesté deffances aux mères (*sic*) et échevins de la ditte ville de Bellac de décerner de mandement et au receveur d'en acquitter pour plus grandes sommes, à moins toutefois qu'elles ne soient ordonnées par Sa Majesté » (1).

C'est la dernière période de l'histoire de Bellac qui nous fournit le plus de renseignements en matière financière, non seulement sur le XVIII^e siècle lui-même, mais encore, grâce aux pièces relatives aux procès que soutint la municipalité, sur les époques antérieures. Nous laissons, naturellement, de côté l'organisation financière d'alors, qui serait sans intérêt, pour nous appliquer à déterminer les éléments du budget de la cité.

(1) *Archives communales*, GG. 68.

B. — LE BUDGET MUNICIPAL.

1° LES REVENUS

On distinguait dans les finances des villes privilégiées, dit M. Esmein, deux sortes de deniers. Les uns étaient dits patrimoniaux ; c'étaient « les revenus des héritages et autres biens appartenant aux villes pour quelque cause que ce soit, autrement que par concession du roi » (1) et la cité en avait la libre disposition. Les autres, étaient des deniers d'octroi ; « c'était le produit des impositions que la ville levait sur les habitants pour ses propres besoins, ou sur les denrées qui se débitaient sur son territoire ; mais dorénavant, il fallait toujours l'autorisation du roi » (2).

Bellac n'eut jamais de deniers patrimoniaux. Henri IV en fait la constatation, lorsqu'il lui accorde, en 1605, des deniers d'octroi (3) ; les consuls s'en plai-

(1) Loyseau, *Des offices*, liv. V, chap. VII, n° 24.

(2) M. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 611.

(3) « Nos chers et bien amés les manants et habitants de la ville de Bellac... n'ont eu et n'ont aucuns moiens ny deniers communs pour subvenir aux frais nécessaires ». Privilège accordé aux habitants de Bellac. Copie du XVIII^e siècle.

gnent, en 1647 (1), lorsqu'ils doivent, en raison de leur complète absence, établir un rôle sur les habitants pour la création du collège ; enfin, en 1709, le procureur du roi de la maison commune exprime les mêmes doléances (2).

Tout à fait vers la fin de l'ancien régime, en 1783, au cours d'une délibération des officiers municipaux, il est exposé que « la ville n'a aucuns revenus patrimoniaux ni autres, si ce n'est uniquement une rente de 21 livres 8 sols due sur l'état du roy » (3), mais, nous venons de voir que, d'après Loyseau, n'étaient pas deniers patrimoniaux, ceux que concédait le roi. Nous ignorons, malheureusement, l'origine de cette créance.

En somme, les seules ressources qu'eut à peu près Bellac, consistèrent en des deniers d'octroi. La ville avait beaucoup souffert des guerres de religion ; si elle avait réussi à repousser les Ligueurs commandés par le vicomte de Guierche, ses remparts étaient en ruines et ses portes, au nombre de sept, étaient démolies. Les habitants exposèrent à Henri IV, lors de son passage à Bellac, la triste situation où se trou-

(1) « Attendu qu'il n'y a aucuns deniers communs et patrimoniaux ». *Archives communales*, GG 28.

(2) Requête à l'intendant de la généralité de Limoges, *Archives communales*, CC. 10.

(3) *Archives communales*, BB. 1.

vait leur cité. Ce prince se montra sensible à leurs plaintes et quelques jours après, le 22 octobre 1605, il leur permit, par des lettres patentes (1), d'« imposer, cueillir et lever six deniers tournois sur chascun minot de scel (*sic*) entrant et sortant en ladite ville de Bellac et châtellenie de Champagnac, et ce pour le temps de six années en suivant et consécutives, à commencer du datte des présentes, pour être lesdits employés à la dépense des réparations nécessaires auxdits prisons, horloges, chemins et fontaine de ladite ville et non autrement sous peine de demeurer des-chus du bénéfice du présent octroy » (2). Les consuls devaient, tous les trois ans, remettre un état des recettes et dépenses relatives à ces deniers.

Ce privilège, autorisé de nouveau par des arrêts du

(1) Elles furent enregistrées à la Chambre des comptes le 4 mars 1606.

(2) *Lettres patentes du 22 octobre 1605*. Copie du XVIII^e siècle. Papiers de l'auteur. L'abbé Granet déclare à propos de ce privilège accordé par le roi : « Aussi généreux que leur chef, les habitants refusèrent cet argent pour leur usage personnel et l'employèrent à réparer les murs, dit l'abbé Roy-Pierrefitte ». Il est exact que le consul Génébrias, qui avait défendu et sauvé Bellac, n'accepta point l'indemnité que lui offrait Henri IV, mais les habitants n'eurent pas à imiter son exemple ; ils ne renoncèrent aucunement à des avantages personnels, pour cette suffisante raison (le texte des lettres patentes prouve même le contraire !) qu'il ne en leur fut ni accordé ni offert.

conseil privé, des 28 octobre 1609 et 12 février 1692, fut confirmé par l'édit général de février 1696, rendu en faveur des villes du royaume (1).

Les deniers d'octroi regurent l'affectation spéciale à laquelle ils étaient destinés ; ils furent toutefois employés, non à la réfection des anciens remparts, mais à la construction d'une nouvelle enceinte plus étendue. Par la suite, ils constituèrent les ressources normales et permanentes de la ville, ressources bien insuffisantes puisque, nous l'avons dit, en 1654, les recettes fournies par les deniers d'octroi égalaient à peine le quart des charges. Pourtant, en 1665, le roi crut devoir s'en approprier la moitié.

Pendant tout le XVIII^e siècle, les finances de Bellac paraissent avoir été singulièrement alourdies par cette diminution de ses revenus habituels. Après 1765, les maires s'appliquèrent à remédier à cette situation.

En 1776, il fut résolu que, pour subvenir aux besoins de la ville, il serait, pendant neuf années, levé sur tous les habitants, privilégiés ou non, exempts ou non, dix sols par barrique de vin entrant dans la

(1) *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 102 et 103. — Au cours d'une délibération du corps de ville du 6 septembre 1776, le procureur du roi de la maison commune expose que ce privilège, concédé en 1605, a été renouvelé par lettres patentes des 25 octobre 1614 et 12 septembre 1617, ordonnance de 1647, édit de 1652 et ordonnance de juillet 1681.

ville pour y être consommé, que ces vins provinssent de crus locaux ou étrangers (1), et cinq sols par chaque barrique de vin passant dans la ville sans s'y arrêter. Des droits analogues devaient être perçus sur l'eau-de-vie (2). Cette décision n'était prise que sous le bon plaisir du roi et du contrôleur général ; nous n'avons pas vu qu'elle ait eu leur assentiment.

Les plus sûrs revenus fixes de la ville furent donc les deniers d'octroi concédés par Henri IV. Ils étaient affermés en 1766 moyennant la somme de 193 livres par an ; comme la moitié en revenait au roi, il restait à la ville 96 livres 10 sols (3). Il semble même que ces recettes aient disparu complètement à Bellac vers la fin de l'ancien régime, car, en 1776, le procureur de l'hôtel de ville se plaint qu'elles n'existent plus, « à défaut par les officiers municipaux d'avoir représenté leurs titres et fait les diligences nécessaires » (4).

En dehors des deniers d'octroi, Bellac n'avait, comme revenus permanents, qu'une somme de trente

(1) Bellac renonce donc au colbertisme qui lui avait fait interdire la vente des vins provenant de vignes étrangères aux campagnes des environs.

(2) Délibération du 6 septembre 1776, *Archives communales*, BB. 1.

(3) Délibération du 5 mars 1766, *Archives communales*, BB. 1.

(4) Délibération du 6 septembre 1776, *Archives communales*, BB. 1.

livres qu'il devait à une ancienne coutume. Pendant toute la durée du carême, il était défendu aux bouchers de vendre de la viande. Celle-ci était cependant nécessaire aux malades et, en outre, il y avait des cas de dispenses admis par l'Eglise. Aussi était-il d'un usage observé à Bellac « de temps immémorial » que le boucher, qui avait le meilleur bœuf le jeudi gras, au jugement du lieutenant général de police, avait le privilège exclusif de tuer et de fournir la viande de carême. Toutefois, celui qui bénéficiait de cette faveur devait donner 30 livres à la ville, pour être employées à ses besoins, et le lieutenant de police fixait le prix auquel la viande serait vendue pendant ce temps. Vers 1775, les bouchers tentèrent de se soustraire à cette petite contribution. Mais la municipalité veillait. Elle arrêta que tous les bouchers de la ville seraient tenus de s'assembler dans l'auditoire du Palais-Royal, et que le privilège de vendre la viande de carême serait mis aux enchères ; le prix de ces enchères ne pouvait être inférieur à 50 livres, ni supérieur à 60. Le corps de ville alla même plus loin ; il décida que, si les bouchers s'entendaient pour ne pas enchérir, il leur serait interdit de tuer et de vendre aucune espèce de viande pendant le carême, sous peine de 50 livres d'amende et de confiscation de toute la viande dont ils seraient « nantis » ; en ce cas, le privilège serait accordé à un boucher étranger. Le

montant de ce droit exclusif devait être versé au trésorier-receveur (1).

2° LES CHARGES.

Les charges de Bellac furent, d'une façon constante, supérieures à ses revenus. La plus lourde de toutes était la rente constituée en 1647 par la ville au profit des Pères de la doctrine chrétienne qui tenaient le collège classique. Lorsqu'en 1665, le roi se fut emparé de la moitié des deniers d'octroi, les consuls se refusèrent à payer la rente. Cependant, comme les Doctrinaires avaient fait des avances pour l'acquisition d'un terrain, il fut résolu que la ville leur verserait chaque année 40 livres, décision qui fut maintenue par un arrêt du conseil d'Etat du 12 février 1692.

A cette première dépense, il faut en ajouter d'autres, relatives, soit à l'entretien des fontaines et de l'horloge, soit au paiement des prédicateurs ou à celui des petits fonctionnaires municipaux : secrétaire-greffier, syndic-receveur, sergents, tambour et valets.

Le plus complet de tous les états des recettes et dépenses qui nous soient parvenus, est celui de 1766. A cette époque, les revenus s'élèvent à 149 livres 3 sols 7 deniers ; les dépenses à 290 livres. Les revenus com-

(1) *Archives communales*, BB. 1.

prennent 96 livres représentant la moitié des droits d'octroi, 30 livres provenant des droits sur la viande de carême, enfin, 22 livres 13 sols et 7 deniers venant de sommes payées pour le remboursement de divers offices en 1720. Quant aux dépenses, elles se décomposent ainsi : 40 livres de rentes cédées au collège, 50 autres remises au secrétaire-greffier, 40 que touchent les quatre valets de ville ; enfin l'entretien de la fontaine revient à 150 livres et celui de l'horloge à 10. Il convient d'ajouter qu'en outre, le syndic-receveur perçoit trois deniers par livre du montant de la recette (1).

C'est là le budget normal, ne comprenant que les dépenses courantes. Mais, bien souvent, les événements viennent grossir celles-ci. Les procès, qu'à la fin de l'ancien régime, le corps de ville entama contre l'administration générale des domaines à propos de la taille de Saint-Luc et contre les Doctrinaires, ne manquèrent pas d'être très onéreux. Aussi arriva-t-il assez fréquemment que les habitants s'imposèrent ou demandèrent l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

(1) *Archives communales*, BB. 4.

QUATRIÈME PARTIE

Instruction publique.

Ancienne résidence des comtes de la Marche et de leurs chanceliers, lieu de réunion des Etats provinciaux, siège d'une élection et d'une sénéchaussée, Bellac posséda de bonne heure une bourgeoisie éclairée qui rivalisa par sa culture avec le Dorat au XVII^e siècle, et l'emporta sur lui au XVIII^e.

S'il est possible d'attacher quelque prix à des statistiques forcément aléatoires, Bellac, vers la fin du règne de Louis XIV, aurait été la ville la plus instruite de la région.

Quelques chiffres donnés par M. Louis Guibert sont significatifs. M. Guibert a relevé, dans chacune des communes qui forment l'actuel département de la Haute-Vienne, le nombre des signatures des conjoints par rapport au chiffre total des mariages à certaines dates fixes.

Examinant cette relation, d'abord en ce qui concerne les hommes capables de signer, M. Guibert

constate qu' « en 1675-1676, la proportion est à Limoges de 24 % ; à Saint-Léonard de 21 ; à Magnac-Laval de 12 ; à Bellac, en 1676, de 29 % » (1).

De 1676 à 1789, la proportion tombe, à Bellac, de 29 à 22 % pour les hommes ; elle y est par contre à cette dernière date de 41 % pour les femmes, dont les signatures ne s'élèvent alors qu'à 33 % à Limoges, 34 à Saint-Léonard et 18 au Dorat ; elle atteint cependant 43 %, en 1790, à Rochechouart.

Deux genres d'enseignement furent donnés à Bellac ; l'un correspondait à ce qui est aujourd'hui l'enseignement primaire, l'autre à l'enseignement secondaire.

Nous savons fort peu de choses sur l'enseignement que recevaient les enfants du peuple. Il était exercé à la fois par les communalistes de Notre-Dame de Bellac, chez lesquels il était gratuit, et par des régents ou maîtres d'école (2).

Il n'en va pas de même de l'enseignement classique qui était donné au collège des Doctrinaires. Ses archives nous ont été conservées et nous permettent d'en retracer l'histoire.

(1) Louis Guibert, *L'instruction primaire en Limousin sous l'Ancien Régime*.

(2) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 234.

Le collège des Doctrinaires.

Le Collège qu'établirent à Bellac les Pères Doctrinaires, date de 1648. Dès 1608, les consuls avaient fait une tentative pour assurer l'instruction des jeunes gens de la province, mais leurs efforts étaient demeurés infructueux (1). Le 18 octobre 1647, sous la présidence du lieutenant général de la sénéchaussée, en présence et avec l'approbation du procureur du roi, les consuls et les habitants, réunis en une assemblée générale, reconnurent la nécessité de fonder un collège à Bellac. Les Pères de la Doctrine chrétienne, pressentis, se montrèrent favorables aux ouvertures qu'on leur fit. Après quelques pourparlers, l'assemblée décida « qu'il seroit faict un roole où les particuliers de la ville et autres à leur volonté s'obligeroient et establiroient sur tous et chascuns leurs biens une rante selon leurs facultez, amortissable pourtant au sol pour livre, la ville n'ayant point d'autres deniers ni de fond pour fournir à cet établissement » (2).

L'année suivante, le 13 septembre 1648, il fut fixé par une délibération publique qu'il serait consenti aux Pères Doctrinaires neuf cents livres de rente. Le 11 octobre, enfin, de la même année, les consuls et

(1) *Idem*, p. 155.

(2) *Archives communales*, GG. 51.

les religieux signèrent le contrat d'établissement, qui fut approuvé par François de la Fayette, évêque de Limoges et, en 1658, confirmé par lettres-patentes enregistrées la même année en la Chambre des comptes (1).

Il fut convenu ce qui suit :

La ville s'engageait, sous le bon plaisir du roi, à verser annuellement aux Doctrinaires la somme de deux cents livres à prendre par préférence, cent livres sur les deniers d'octroi, et les cent autres sur ceux de riefve. De plus, elle devait leur acheter un emplacement situé près de la porte de la Marche ou un autre équivalent, mais sans s'obliger aux frais de construction ; enfin elle leur cédait la chapelle de Lorette, située aux environs.

Comme cette rente de deux cents livres était manifestement insuffisante, les habitants, de leur côté, le 28 septembre 1648, s'étaient obligés, à titre personnel et individuel, pour une somme de sept cents livres de rente (2).

Il y eut donc deux contrats distincts. C'est qu'en effet il y avait lieu de redouter, — et les événements justifiaient pleinement cette crainte — que les héri-

(1) Etat du collège de Bellac, conformément aux ordres du T. R. P. Reinal, supérieur général de la congrégation, 4 juin 1763, *Archives communales*, GG. 61.

(2) *Contrat d'établissement du collège.*

tiers des donateurs de 1648 ne devinssent insolubles ou refusassent de payer. Les consuls jugèrent donc plus prudent de traiter avec les Doctrinaires par un contrat séparé. La ville y refusait toute solidarité avec les habitants ; « lesquelz consulz, sans cette précaution, n'accordoient le contrat dudit établissement et fondation ». Par contre, les Doctrinaires avaient un recours étendu contre les habitants. « Il sera loisible auxdits Pères de s'adresser sollidairement contre celuy desdits héritiers que bon leur semblera, sauf son recours » (1).

A leur tour, les Doctrinaires devaient faire à perpétuité les classes de grammaire latine et grecque et élever la jeunesse dans la piété et les bonnes mœurs ; quand ils auraient obtenu une augmentation raisonnable de fonds, ils devaient, en outre, faire les classes d'humanité, rhétorique et philosophie. Ils n'étaient tenus d'ailleurs de recevoir « aucun escollier qui ne commence de composer en latin ». Mais, s'ils demeuraient libres de veiller au choix de leurs élèves, ils devaient aussi leur assurer, comme professeurs, « de bons, sages, scavantz et capables personnages de leur ordre » (2).

Les contrats signés, les Doctrinaires s'installèrent

(1) *Ibidem.*

(2) *Contrat d'établissement du collège.*

provisoirement, dans un bâtiment que leur prêta la ville, pour ne s'établir chez eux qu'en 1664.

De nombreuses donations, qui leur avaient été faites, semblaient assurer l'avenir du collège ; par malheur, des événements survinrent qui ne tardèrent pas à enrayer son bon fonctionnement. Ce fut d'abord le roi qui, en 1665, s'appropriâ la moitié des deniers d'octroi de la ville : les consuls refusèrent dès lors de verser aux Doctrinaires les deux cents livres qu'ils leur payaient annuellement sur ces deniers (1). Quelques années plus tard, en 1679, ce fut la négligence ou le mauvais vouloir des habitants qui amenèrent des plaintes de la part des Doctrinaires. Plusieurs d'entre eux, qui devaient des rentes constituées au collège, soit de leur chef, soit comme héritiers de ceux qui avaient signé l'acte du 28 septembre 1648, refusaient de les payer. Une assemblée, tenue le 25 avril 1679, décida, avec le consentement du procureur du roi au siège de Bellac, de les y contraindre par toutes les voies de justice. Et, comme les Doctrinaires avaient fait l'avance des huit cents livres nécessaires à l'acquisition d'un terrain, l'assemblée résolut que les consuls, pour les indemniser, leur verseraient quarante livres chaque année et même que cette mesure aurait un effet rétroactif. Une partie des habitants se refusa

(1) Etat du collège, etc. *Archives communales*, GG. 61.

d'ailleurs à signer l'acte délibératoire relatant cette décision (1). Il n'en resta pas moins que la ville versa chaque année quarante livres prises sur ses deniers d'octroi (2).

Cependant, les habitants ne furent pas plus zélés à payer les sept cents livres qu'ils devaient. Avec le temps, les difficultés croissaient ; ici c'étaient des héritiers inconnus, là des héritiers insolubles, là encore des procès onéreux. D'après un état fait par les Doctrinaires, leurs revenus de fondation, déjà réduits en 1655 à quatre cent douze livres, étaient tombés à trois cent quarante-deux en 1763 (3).

Aussi, dès 1717, les religieux ne donnèrent plus que deux régents, dont l'un faisait les classes de cinquième et de quatrième, et l'autre celle de troisième (4). L'on était loin des espérances du début.

Pourtant, si ces revenus de fondation avaient sensiblement diminué, les Doctrinaires avaient par ailleurs reçu de nombreux dons : biens-fonds, rentes constituées, rentes perpétuelles. Les libéralités dont ils avaient été l'objet leur avaient même permis d'ac-

(1) Nous avons puisé ces renseignements dans une feuille volante portant ce titre : « *Extrait des registres de la maison commune de la ville de Bellac*, tiré de l'acte délibératoire du 25 avril 1679 »

(2) Etat du collège, etc. *Archives communales*, GG. 61.

(3) *Idem*.

(4) *Idem*.

quérir quelques vignes qui vinrent s'ajouter à un petit domaine qu'on leur avait donné.

Aussi, dès 1717, année même où ils réduisirent leurs cours, le procureur du roi du siège de Bellac crut-il devoir requérir contre eux. Ils réalisent, dit-il, « plus de dix mille écus non compris les arrérages de leurs rentes qu'on dit monter à plus de dix mille livres » (1). Or, loin de donner de l'extension à leur collège, continue ce magistrat, ils ont le secret dessein de l'abolir entièrement en se soustrayant, peu à peu, à leurs obligations, sans cesser pour cela d'exiger des habitants le paiement de leurs rentes. Aussi le procureur du roi demande-t-il qu'il leur soit ordonné d'exécuter le contrat de 1648 selon sa forme et teneur (2).

(1) En 1744, dans un état de leur maison, les doctrinaires déclarent : « Quant aux arrérages qu'on faisoit monter autrefois à douze mille livres suivant les états de 1726 et 1729, on n'a point prévu que de tel tems qu'ils nous soient dûs, ils ne nous sont alloués judiciairement que de vingt et neuf années et la courante. Ce qu'il y a de bien vrai, c'est qu'il est dû à la maison, près de quatre mille livres d'arrérages dont on connoit bien les débiteurs et près de deux mille livres qui demanderont un grand soin », si l'on veut en obtenir le paiement. *Etat de la maison et collège de Bellac* du 22 avril 1744. *Archives communales*, GG. 61. On voit que les chiffres donnés par les Doctrinaires en 1726 sont, à bien peu de chose près, les mêmes que ceux indiqués en 1717 par le procureur du roi.

(2) Réquisitoire du procureur du roi au siège de Bellac, *Archives communales*, GG. 71.

En réalité, ce contrat, déchiré par les deux parties, était désormais sans valeur. En 1774, malgré les instances des habitants, les Doctrinaires, jugeant que la suppression des deux cents livres par la ville, la difficulté de se faire payer par les particuliers, enfin le prix élevé des denrées, « qui avaient généralement augmenté de plus des deux tiers » (1) depuis 1648, diminuaient trop fortement leurs revenus pour qu'il leur fût possible de continuer leurs classes, se décidèrent à les cesser (2). Force fut donc au corps de ville de convoquer une assemblée des habitants pour solutionner le conflit. Cette assemblée, qui se réunit en 1781, nomma une commission chargée d'établir un projet et de le soumettre aux Doctrinaires. La tâche fut assez malaisée. D'abord, le roi refusa aux officiers municipaux la pension de trois mille livres qu'ils sollicitaient de lui. Ensuite, la méfiance avait crû des deux côtés et les pourparlers en furent gênés et retardés. Les Doctrinaires parlaient de quitter complètement la ville ; en revanche, les officiers municipaux les menacèrent, en 1784, s'ils n'exécutaient leurs obligations, de les traduire en justice, « pour y être contraints à déguerpir et abandonner ledit collège et tous

(1) *Archives communales*, BB. 1, f° 80.

(2) *Archives communales*, BB. 1, f° 80.

les bâtiments et biens dudit collège saisis au profit de la ville » (1).

Tout finit cependant par s'arranger : en 1785, les Doctrinaires reprirent leurs exercices. La ville prenait sur elle la reconstruction des classes et certaines dépenses nécessaires au logement et à l'ameublement. Pour cela, elle fournissait, de ses propres fonds, quatre mille livres, et, en outre, se chargeait de faire lever les arrérages des rentes dues par divers habitants. De plus, elle s'obligeait à payer annuellement pour l'entretien des maîtres trois cent quarante deux livres à prendre sur certains particuliers, plus quinze cents livres prélevées chaque année sur les capitations. Enfin, il fut stipulé qu'à l'imitation de ce qui avait lieu dans quelques collèges voisins, « tout écolier qui ne sera point de la paroisse dudit Bellac payera vingt-quatre livres pour avoir le droit de profiter de l'instruction publique » (2). Pour les autres, c'est-à-dire pour ceux de la ville, l'enseignement était gratuit (3).

De leur côté, les Doctrinaires faisaient aussi un effort ; ils promettaient de fournir un prêtre, qui devait enseigner la rhétorique, et trois régents pour les autres classes.

(1) *Idem*, f^o 106.

(2) *Archives communales*, GG. 32.

(3) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 233 et 234.

Désormais, le collège fonctionna régulièrement, mais ce fut pour peu de temps. En 1789, les religieux durent quitter Bellac pour n'y jamais rentrer. Les bâtiments furent vendus comme biens nationaux. Ainsi finit ce collège, auquel les habitants avaient attaché tant de prix et que les consuls et les maires de Bellac avaient entouré de tant de sollicitude. Grâce à leur zèle, ils avaient pu assurer, pendant un siècle et demi, la gratuité de l'enseignement classique, solutionnant, en plein règne de Louis XIV, un problème demeuré de nos jours si complexe, si délicat et si difficile à résoudre. Plus de cent enfants et jeunes gens, la plupart de la ville et même des provinces voisines, formaient l'effectif de cet établissement à ses heures les plus prospères (1).

Les services qu'il rendit à la province tout entière nous sont exposés par un historique rédigé aux environs de 1780, c'est-à-dire à l'époque où il se trouvait fermé. « Il serait difficile, y est-il dit, d'exprimer dans quelle triste situation se trouve la ville de Bellac depuis que le collège n'est plus en exercice. On y voit plusieurs familles honnêtes réduites à ne pouvoir donner à leurs enfants aucune éducation. On y en voit d'autres un peu plus aisées ou peut-être plus entreprenantes se gêner extrêmement pour envoyer dans

(1) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 164.

des collèges lointains leurs enfants... Quoique le collège n'ait eu en tout temps qu'un petit nombre de régents, il a été d'une grande utilité non seulement à la ville de Bellac, mais encore à toutes les villes voisines. Sans le secours de ce collège, difficilement auroit-on trouvé assez de sujets instruits pour remplir les emplois dans les sénéchaussées de Bellac et du Dorat, dans la maîtrise des eaux et forêts. Difficilement se seroit-il formé assez de jeunes gens dans l'état ecclésiastique ».

CINQUIÈME PARTIE

Assistance et hygiène.

I. — ASSISTANCE.

C'est du début du XVI^e siècle, que date la fondation de l'Hôtel-Dieu de Bellac. La ville avait bien anciennement une maladrerie (1), mais elle était tombée en ruines. En 1530, Martial Gallicher, chanoine à Notre-Dame de Paris, laissa par testament une somme importante pour construire à Bellac, sa ville natale, un hôpital où seraient reçus les pauvres (2). Sa famille exécuta ses volontés.

Par la suite, les officiers de la sénéchaussée, en quête d'un local, demandèrent une des salles de l'Hôtel-Dieu pour tenir leurs assises, et l'obtinent. Une fois installés, ils se prétendirent les maîtres de la maison et, pour bien marquer leur tentative d'usurpation,

(1) A. Leroux, *Grande encyclopédie*, article Bellac.

(2) Abbé Granet, *Histoire de Bellac*, p. 99.

remplacèrent l'inscription « Hôtel-Dieu », qui l'ornait, par celle de « Palais-Royal » (1).

La famille Gallicher ne manqua pas de protester contre un procédé aussi incorrect, et d'autant plus singulier qu'il venait de magistrats. Ses titres étaient incontestables et ses armes décoraient encore la porte de l'hôpital (2). Il n'en fallut pas moins quatre arrêts, rendus en 1598, 1620, 1621 et 1626, pour contraindre les officiers de la sénéchaussée à déloger. Comme ils étaient sans abri, les Gallicher, qui venaient d'obtenir toute satisfaction, consentirent à les laisser séjourner, comme par le passé, dans une des salles de l'Hôtel-Dieu, mais, rendus prudents par l'expérience, ils les forcèrent, par une transaction du 28 novembre 1649, à reconnaître solennellement leurs droits et à verser chaque année une somme pour l'entretien de l'hôpital et des pauvres (3).

Dès lors, de nombreuses donations particulières vinrent assurer l'avenir de l'hôpital. Ses revenus devenaient assez importants pour qu'il fût nécessaire de nommer une commission d'au moins trois membres chargés de les administrer. Ils étaient élus pour cinq ans par les consuls ou par le corps de ville, par les

(1) *Tableau et arrondissement de la sénéchaussée de Bellac.*

(2) *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 80.

(3) *Tableau et arrondissement de la sénéchaussée de Bellac*, p. 478.

prêtres de la communauté de Notre-Dame et par les officiers de la sénéchaussée. A la fin de leur gestion, ils rendaient compte des recettes et des dépenses. Un chirurgien était attaché à l'hôpital. Des dames de charité, dont l'une avait le titre de supérieure, surveillaient le personnel et l'administration (1).

Cette situation se modifia au début du XVIII^e siècle. Aux termes de lettres patentes accordées par Louis XIV au mois de novembre 1713 et enregistrées en Parlement le 17 août 1717, il fut permis aux religieuses de l'Union chrétienne de Poitiers de fonder une maison à Bellac (2). Quelques difficultés, soulevées par des habitants hostiles à leur établissement, furent aplanies par la promesse que deux sœurs auraient soin des pauvres de l'Hôtel-Dieu. En 1733, la supérieure des dames de charité se retira ; conformément aux engagements qui avaient été pris, et à la suite d'un contrat qui intervint entre les administrateurs et la supérieure de l'Union chrétienne, les deux religieuses prirent le gouvernement de l'hôpital ; mais il fut entendu qu'elles ne pourraient « s'immiscer au-

(1) Nous avons puisé ces détails dans *l'Histoire de Bellac*, de l'abbé Granet. D'après cet auteur, « les revenus de l'hôpital n'étaient pas considérables, les comptes de 1680 à 1730 se montaient en recettes à 4.537 livres 7 deniers et la mise à 4.301 livres 10 sols ; la moyenne des premières années était de cent livres ».

(2) *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 112.

cunement dans le revenu temporel ny recevoir aucun des revenus » de l'Hôtel-Dieu et qu'elles n'accepteraient les pauvres qu'avec l'autorisation des administrateurs (1). Elle renoncèrent bientôt à leur mission ; dès 1759, elles quittèrent l'hôpital.

Mais, à côté des pauvres qui réclament des secours, il en est d'autres qui cachent leur misère aux yeux des hommes. La bienfaisance privée, à Bellac, n'abandonna pas les pauvres honteux. Les dames de charité avaient, en vain, sollicité pour eux quelque argent de la bonne volonté des syndics de l'hôpital ; le lieutenant général, saisi par elles, décida en 1662 que les syndics verseraient entre les mains de leur trésorière trente livres, en raison de l'extrême nécessité où se trouvaient ces malheureux (2).

Ainsi, l'administration municipale resta très longtemps presque complètement étrangère aux questions d'assistance ; pourtant un des consuls, Vergnaud, au XVII^e siècle, porta son attention sur ce point. Jusqu'au rétablissement de la mairie, en 1765, il semble que le personnage qui ait eu le plus d'influence en cette matière ait été le lieutenant général, d'abord comme étant l'un des administrateurs de l'hôpital,

(2) A. Leroux, *Inventaire des archives hospitalières de la ville de Bellac*, E. 1.

(1) A. Leroux, *Inventaire sommaire des archives hospitalières, ville de Bellac*, E. 3.

ensuite parce qu'il était fréquemment appelé à résoudre les difficultés qui le concernaient. C'est ainsi que nous venons de le voir accueillir la requête des dames de charité en faveur des pauvres honteux ; c'est ainsi encore qu'en 1661 il rend un arrêt pour frapper d'une amende de trente sols, au profit de l'Hôtel-Dieu, ceux qui refuseront de prendre à leur tour le « plat des pauvres », destiné à recueillir aux jours de fêtes les dons des fidèles dans l'église paroissiale. Par le même arrêt, il interdit de faire circuler d'autres plats que ceux des pauvres, des prisonniers, de la fabrique et de la charité (1). Ce principe d'obligation, en matière de bienfaisance, semble avoir été en honneur à Bellac pendant tout l'ancien régime. Chaque fois que quelques habitants tentent de s'y soustraire, le lieutenant général, le procureur du roi ou le corps de ville intervient.

Leur activité devint plus que jamais nécessaire vers la fin du règne de Louis XV. La misère, qui était générale, se faisait durement sentir à Bellac.

En 1770, une assemblée générale fut convoquée pour déterminer le nombre des pauvres qui se trouvaient dans la ville et procéder à leur répartition, « en chacune des maisons, à la charge des habitants, relativement aux revenus et facultés d'un chacun ».

(1) A. Leroux, *Idem*, C. 4.

De plus, en raison de la quantité des pauvres et de la disette qui régnait, le syndic de l'Hôtel-Dieu dut présenter un état des revenus de cet établissement, afin qu'il lui fût distribué autant d'indigents que ses ressources le permettaient (1).

Quelques semaines plus tard, sur l'invitation de Turgot, alors intendant de la généralité de Limoges, une nouvelle réunion eut lieu. Elle comprenait les officiers municipaux, les officiers de justice, le curé de Notre-Dame, les notables et les principaux habitants. Le subdélégué y exprima le désir de l'intendant de voir prendre des mesures efficaces pour assurer la subsistance des pauvres. Les décisions qui furent prises par cette assemblée méritent de retenir l'attention.

En premier lieu, elle résolut de s'en tenir « à une distribution exacte qui se ferait de tous les pauvres sur chacun des habitants en état de contribuer, toutefois à proportion de leurs aisance et faculté, en fournissant par jour à chacun une livre et demie de pain pour ceux au-dessus de seize ans, et seulement une livre pour ceux d'un âge au-dessous, si mieux n'aimait les prendre et nourrir chez eux » (2).

Avant de s'arrêter à ce moyen, l'assemblée en avait

(1) *Archives de la sénéchaussée de Bellac*, B. 91.

(2) *Archives communales*, BB. 1.

écarté divers autres. C'est ainsi que l'idée d'une contribution pécuniaire lui avait paru particulièrement dangereuse en ce que, si elle était adoptée, « les maris usurperaient sur leurs femmes, le fort sur le faible, les pères et les mères sur leurs enfants ». L'assemblée en eut très nettement conscience ; « le fruit de cette charité accroîtrait l'oisiveté, dégénérerait en libertinage, et les mêmes pauvres languiraient auprès de cette subsistance pour eux seuls réservée ».

Chaque pauvre devait donc recevoir une livre et demie de pain par jour à partir de seize ans, et une livre seulement au-dessous de cet âge. Toutefois, comme il convenait d'éviter les abus, la réunion décida qu'en ce qui concernait les indigents valides, les contribuables chez qui ils seraient répartis pourraient les employer à leurs travaux, en leur donnant un salaire de trois sols par jour.

Pour faciliter l'application de ces mesures, une liste des contribuables était dressée ; chacun d'eux pouvait prendre et agréer volontairement ses pauvres, suivant son degré d'aisance. Mais ne pouvait-on pas craindre l'indifférence ou la mauvaise volonté de certains contribuables ? Pour parer à ce danger, il fut résolu qu'un « *Bureau de Charité* » (1), spécialement

(1) « On sait les efforts de Turgot et de ses successeurs pour porter remède à la misère du peuple et organiser partout des bu-

créé à cet effet, serait chargé de leur distribuer leurs pauvres.

De cette façon, chacun peut choisir les indigents qui lui reviennent, mais s'il néglige ou s'il refuse de le faire, le bureau de charité les lui désigne d'office. Ce bureau fut composé de cinq membres : le curé de Bellac, le procureur du roi et un conseiller du siège, un officier appartenant à la maison du roi, enfin le lieutenant particulier de la maîtrise des eaux et forêts de la Basse-Marche. Ces personnages eurent le pouvoir, non seulement de répartir les pauvres par billets, mais aussi de contraindre les contribuables à les accepter.

Cette fois encore, les pauvres honteux ne furent pas oubliés. L'assemblée prit la précaution d'accorder, à leur intention, cinquante places aux administrateurs du bureau de charité.

Une dernière disposition fixait que ces administrateurs devaient se réunir tous les lundis, afin de juger des cas d'inscriptions nouvelles ou, au contraire, de radiations.

Au cours d'une nouvelle réunion qui eut lieu peu après, il fut procédé à la distribution des pauvres. Mais quelques habitants se refusèrent à accorder les

reaux de charité ». Alfred Leroux, *Inventaire des archives communales*, introduction, p. XXIV.

secours qu'ils devaient. Sur le réquisitoire du procureur du roi, le lieutenant général rendit un arrêt pour enjoindre au premier huissier du siège « de se mettre en garnison chez les refusants jusques à ce qu'ils eussent satisfait, et à leurs frais ».

Si quelque succès vint couronner les efforts des officiers municipaux, il ne semble pas que c'ait été pour longtemps. En 1789, la misère était aussi grande ; les classes dirigeantes, malgré leur bonne volonté, n'arrivaient pas à l'enrayer. Les terres étaient mal cultivées et beaucoup d'hommes étaient sans travail ; ceux qui tentaient d'améliorer le sort du peuple n'étaient pas toujours récompensés de leur dévouement.

Le 5 octobre 1789, — le jour même où une foule qui réclamait du pain se portait sur le château de Versailles, — le comité municipal, nouvellement constitué à Bellac, créa, pour subvenir aux besoins urgents des miséreux, un comité spécial de neuf membres, qui prit le nom de « Comité de subsistance » (1). Les membres des deux comités se réunirent le mois suivant ; il fut convenu que les pauvres seraient, cette fois encore, répartis entre les habitants capables de les secourir. Un état fut dressé qui comprit cent qua-

(1) *Archives communales*, BB. 4.

rante-trois pauvres (1). Mais l'hostilité, qu'avaient déjà manifestée certains habitants en 1770, reparut ; il fallut mettre les pauvres à la charge de la commune, en attendant l'autorisation de l'Assemblée constituante de contraindre les contribuables réfractaires (2).

II. — HYGIÈNE.

L'hygiène fut toujours déplorable à Bellac.

Sans remonter au moyen âge, où un fléau terrible, connu sous le nom de mal des Ardents, désola la ville à la fin du X^e siècle, il faut signaler l'épidémie de fièvre pourpre, qui y fit, en 1635, ainsi que dans les cités des environs, d'assez nombreuses victimes. Les efforts des médecins étaient impuissants ; les consuls, pour enrayer la propagation du mal, firent fermer avec des bârres de fer la maison où il s'était d'abord déclaré (3).

Au XVIII^e siècle, une nouvelle épidémie menaça

(1) A. Leroux, *Inventaire sommaire des archives hospitalières, ville de Bellac*, G. 2. Un état fut également dressé des habitants susceptibles de nourrir les pauvres ; il s'en trouva deux cents, qui furent taxés, suivant leur fortune, à un demi-pauvre, à un, à deux, à trois et même à quatre. *Idem*, G. 5.

(2) *Archives communales*, BB. 1.

(3) Granet, *Histoire de Bellac*, p. 148 et 149.

Bellac, mais les précautions prises par les officiers municipaux permirent de la conjurer.

La malpropreté habituelle de la ville (1) appela, de bonne heure, l'attention des consuls qui firent réparer la fontaine publique et construire un égout ; même, ils se préoccupèrent d'assainir l'intérieur des maisons.

Leur bonne volonté ne donna pas de résultats appréciables. En 1769, les officiers municipaux doivent encore interdire aux particuliers de laisser vaguer les porcs dans les rues et enjoindre « aux valets et sergents de la ville de suivre lesdits cochons qui se trouveront ainsi abandonnés jusque dans les maisons où ils se retireront ». Les propriétaires sont punis d'une amende de dix livres. Des mesures analogues sont édictées relativement aux oies, aux canes et aux autres volailles ; mais celles-ci seront simplement confisquées.

En 1774, en présence du nombre inquiétant des malades qu'il y avait dans la ville, ces prescriptions furent renouvelées ; il fut défendu aux habitants de placer leurs fumiers et de laisser consommer leurs

(1) En 1663, La Fontaine, à propos de son passage à Bellac, écrivait à sa femme : « Autant l'abord de cette ville est fâcheux, autant elle est désagréable ; ses rues sont vilaines. ses maisons mal accommodées et mal prises. Dispensez-moi, vous qui êtes propre, de vous en rien dire ».

pailles devant leurs maisons sous peine de dix livres d'amende. Quant aux animaux, tous ceux qui étaient trouvés errants devaient être confisqués au profit de l'hôpital. Enfin, les particuliers durent nettoyer devant leurs demeures, enlever les ordures et tenir leurs maisons « à l'extérieur et dans l'intérieur propres et nettes ».

SIXIÈME PARTIE

Défense de la ville et police.

Il est assez malaisé de projeter quelque lumière sur l'organisation de la police à Bellac et sur les moyens de défense que la ville pouvait opposer à ses ennemis. Nous n'avons guère ici que des aperçus sommaires.

A. — DÉFENSE DE LA VILLE.

Nous avons dit que, très probablement, le château fut l'origine de la ville. Peu à peu, la cité se développa et ses remparts s'étendirent ; en 1591, comme l'antique Thèbes, Bellac avait sept portes. Durant tout le moyen âge, il fut donc très sérieusement fortifié. Le procès qui s'engagea, en 1424, entre les habitants et le comte de la Marche, nous fait connaître qu'au début du XV^e la ville avait un « bon capitaine » et était pourvue d'une prison.

En 1590, lorsque les Ligueurs, qui suivaient le vicomte de la Guierche, vinrent assiéger Bellac, la cité

n'avait pas de chef pour la défendre ; il fallut que l'intendant envoyât une commission au sieur de la Couture. Si l'un des consuls, Génébrias, se mit alors à la tête des habitants, et s'il devint l'âme de la résistance, il ne fit qu'à la faveur d'un véritable coup d'état loyaliste et malgré ses collègues, favorables à la Ligue. Ce n'est donc point par ce qui se produisit alors que nous pouvons juger de la défense normale de la cité.

Les guerres de religion terminées, les consuls se hâtèrent de réparer les remparts en ruines, ou plutôt, ils affectèrent les recettes de l'octroi sur le sel, à la construction d'une nouvelle enceinte. Mais les mœurs étaient bien changées et les villes devaient bientôt cesser de voir leur salut dans leurs murailles ; le temps des guerres civiles était passé. Les remparts construits par les consuls sauvèrent pourtant la ville en 1649 d'une attaque du duc de Longueville et des Frondeurs.

B. — POLICE.

Par l'édit de 1571, Charles IX, en instituant des consuls, leur avait donné la police de la ville. Mais, il importe de se garder de toute illusion ; ils n'eurent qu'un droit de surveillance ; en aucune circonstance, ils n'eurent de pouvoir réglementaire en ce qui concernait la sécurité des habitants, et jamais ils n'exer-

cèrent de contrainte. Ils rendirent simplement et assez souvent des ordonnances relatives soit à l'hygiène, soit à l'achat et à la vente des denrées.

A vrai dire, une intervention plus active de leur part en matière de police eût été inutile et sans objet, Henri II ayant établi, à Bellac, dès le mois de juillet 1577, le siège d'une vi-sénéchaussée qui se maintint jusqu'en 1720 ; à cette date, l'ancienne maréchaussée fut supprimée et remplacée par une brigade de la nouvelle (1). Lors donc qu'une infraction à leurs ordonnances était commise, les consuls s'en plaignaient au lieutenant général, et le vi-sénéchal donnait l'ordre à ses archers d'y mettre un terme.

Au XVIII^e siècle, paraissent deux nouveaux personnages, créés en 1699 : 1^o le lieutenant général de police de Bellac, qui doit, entre autres fonctions, décider quel boucher aura le privilège de vendre la viande de carême, et qui fixe le prix de cette viande ; 2^o le procureur du roi de la police.

C. — LA MILICE BOURGEOISE.

A côté de tous ces magistrats et officiers royaux, il faut signaler la présence, à Bellac, d'une milice bourgeoise dont l'existence nous est révélée par des documents du XVIII^e siècle.

(1) *Plan pour servir à l'histoire du comté de la Marche*, p. 96.

Son origine est très ancienne. « De tous les temps, déclare, en 1778, le procureur du roi de la maison commune, il a été d'usage en cette ville que, pour la défense du bon ordre et de la discipline des processions publiques et notamment de celles qui se font pendant le cours des Ostensions (1), ainsi que pour le passage des princes, princesses, ministres ou commissaires chargés des ordres du roy, ainsi que dans toutes autres cérémonies publiques, il y eût une troupe bourgeoise, qui autrefois a été commandée par des officiers en titres d'offices, qui, ayant été depuis supprimée, aurait été depuis commandée par des officiers élus par la ville avant l'établissement des officiers municipaux, et depuis par iceux » (2).

Ainsi, le mode de nomination des officiers de la milice a quelque peu varié au cours des siècles. Nous n'avons, malheureusement, aucune précision avant 1778. A peine trouvons-nous trace, au début du XVIII^e siècle, d'un « capitaine de bourgeoisie », appelé ailleurs « capitaine de la présente ville » (3).

Quoi qu'il en ait été dans un passé assez lointain, puisque le procureur du roi de l'hôtel de ville emploie

(1) Les ostensions, cérémonies religieuses, très répandues en Limousin et qui ont lieu tous les sept ans.

(2) *Archives communales*, Registre des délibérations du corps de ville, BB. 1.

(3) *Registres paroissiaux*.

l'expression « de tous les temps », c'était, en 1778, le bureau de ville, c'est-à-dire le maire et les échevins, qui nommait les officiers de la milice bourgeoise.

Ce terme de « milice bourgeoise » ne doit pas être pris dans un sens restrictif. Il arriva, en effet, que la noblesse lui fournit des officiers. Mais, d'une part, le clergé, cela se conçoit aisément, n'y avait pas accès ; d'autre part, les classes modestes de la population n'y avaient qu'un rang effacé.

En 1778, époque sur laquelle nous sommes le mieux documentés, la milice de Bellac se compose de deux compagnies : celle de la Chapelle et celle du Fort. Or, en 1785, il est parlé des deux compagnies de la Chaume et de la Chapelle. Très certainement, il y a lieu d'identifier la compagnie du Fort et celle de la Chaume.

En 1778, chaque compagnie avait un capitaine, un lieutenant et un porte-enseigne. Mais, les deux compagnies étaient réunies sous les ordres d'un chef unique, qui avait le titre de major commandant des deux compagnies. En 1785, cette unité paraît rompue. Chaque compagnie a, désormais, son major, et, de plus, un capitaine, deux lieutenants, — un en premier et un en second, — et un porte-enseigne. Les cadres sont, ainsi, complétés et renforcés.

La tâche de ces officiers est complexe ; ils doivent assurer l'ordre pendant les processions et prendre

place dans le cortège lors des Ostensions ; ils doivent assister en corps aux réceptions des princes et des ministres ; le cas échéant, ils sont tenus de prêter main-forte, notamment lors des incendies.

Les Ostensions ne sont peut-être pas la cause, du moins unique, de leur nomination, mais elles en sont certainement l'occasion ; le fait qu'ils sont élus pour sept ans le prouve suffisamment. En 1778, ils demandèrent à être nommés à vie. Pour un « délai aussi brief », il leur fallait faire, en effet, des dépenses d'autant plus infructueuses qu'ils ne jouissaient d'aucune exception, privilège ou prérogative. Plusieurs habitants avaient même déjà décliné ces honneurs en raison des charges qu'ils comportaient.

Aussi, le procureur du roi requiert-il qu'ils soient élus à vie et que, pour les indemniser des dépenses qu'ils doivent faire, ils puissent jouir des exemptions de collectes, milices, logement de gens de guerre et corvées, même du droit de port d'armes défensives, à la charge par eux de se pourvoir à leurs frais « d'habits uniformes ».

Le maire et les échevins ne pouvaient accorder eux-mêmes cette autorisation ; ils se bornèrent à donner un avis favorable et saisirent l'intendant dont ils obtinrent une satisfaction partielle. En effet, les fonctions des officiers municipaux restèrent bien septennaires, comme le prouvent les élections qui eurent

lieu en 1785, mais, à cette époque, le corps de ville, après avoir procédé à la nomination des nouveaux titulaires, ajoute qu'ils devront jouir « pendant lesdites sept années de tous honneurs, privilèges, exemptions, immunités et droits attachés aux dites places, à la charge par tous les citoyens de les reconnaître pour tels ».

Il semble que cette institution se soit transformée en 1789. La prise de la Bastille avait causé une certaine inquiétude dans la région. Des bruits alarmants couraient, selon lesquels quinze cents brigands, groupés du côté de Confolens, allaient fondre sur Bellac. Les habitants se réunirent et, en attendant que le roi ait pris une décision, réorganisèrent la milice qui comprit, désormais, quatre compagnies, commandées chacune par un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant. Un commandant en chef, assisté d'un commandant en second et d'un major, eut la direction de la milice tout entière. Les officiers ainsi nommés s'engagèrent, en présence du comité patriotique, à rester toujours fidèles à la patrie et au roi.

SEPTIÈME PARTIE

Commerce et industrie.

Au début du XVI^e siècle, Bellac fait déjà figure de ville commerçante et industrielle. Un historien du temps, Pierre Robert, lieutenant général du Dorat et, comme tel, grand adversaire de Bellac, au cours d'un portrait défavorable qu'il fait de ses habitants, reconnaît cependant qu'ils sont « vigilants, laborieux, ennemis d'oisiveté, fort adonnés aux arts mécaniques, hazardeux à trafiquer, en sorte qu'il n'y a guère de foires royales en France où les marchands ne s'y trouvent ». Mais, Pierre Robert se hâte de répandre quelque ombre sur le tableau qu'il vient de tracer. « D'iceux, ajoute-t-il, de toute antiquité ont couru deux proverbes dans le pays, scavoir pellechien et trahison de Belac, dont le premier s'entend de leurs draps qu'ils fardent de bourre noire de poil de chien ne valant presque du tout rien, et le second de leurs vins qui, selon les spagiriques, estant vitriolés, sont

plus beaux à voir qu'ils ne sont bons » (1). Robert, concède bien que les habitants vendent leurs draps au loin, mais, selon lui, ils sont obligés de le faire, car ils ne pourraient trouver à les écouler dans le pays (2). Quoi qu'il en ait été de la qualité de ses vins et de ses draps, Bellac pouvait vanter ses autres industries et se glorifier de ses orfèvres, de ses gantiers et de ses potiers d'étain.

Si les marchands sont nombreux parmi les consuls au XVII^e siècle, ils n'exercent aucune action spécialement marquée sur les destinées de la ville ; leur influence fut toujours personnelle, jamais collective. Même, après 1765, ils se désintéressèrent complètement des affaires municipales. C'est qu'il semble bien que, malgré leur richesse et leur puissance, ils n'aient jamais formé de corporations. En 1759, en effet, un chirurgien de Bellac réclame un acte de notoriété pour constater « qu'il n'y a actuellement et qu'il n'y a eu de temps immémorial dans cette ville, d'établissement de communauté, maîtrise ny jurande pour aucune profession, art et métier » (3).

Les métiers n'exercèrent donc aucune action sur le corps de ville et sur l'administration municipale. Mais

(1) *Mémoires* de Robert, collection dom Fonteneau, t. XXX, p. 393.

(2) *Idem*, p. 467.

(3) *Archives de la sénéchaussée de Bellac*, B. 80.

la réciprocité n'eut pas lieu. Le droit de police que reconnaissait aux consuls l'édit de 1571, prit ici toute sa vigueur.

Nous avons noté, déjà, le protectionnisme régional qui se manifesta sous le consulat et se traduisit par l'interdiction faite aux habitants de mettre en vente d'autres vins que les vins indigènes, et nous avons montré que ce système fut abandonné au XVIII^e siècle.

Ce ne furent cependant pas les habitants qui durent supporter, le plus fréquemment, l'intervention des officiers municipaux. La surveillance de ceux-ci se porta surtout sur les bouchers, soit pour des raisons d'hygiène bien compréhensibles, soit à cause de la viande de carême.

Par contre, nous n'avons trouvé d'exemple d'une réglementation en ce qui concerne les boulangers qu'en 1790 ; à cette date, les officiers municipaux fixent le prix du pain.

A côté de son commerce et de ses industries indigènes, Bellac, à partir de François I^{er}, eut des foires. Ce prince lui en accorda quatre par an en 1532, en même temps qu'il l'autorisait à avoir un marché hebdomadaire. En 1552, Henri II confirma ce privilège et lui donna six autres foires. En 1571, Charles IX lui en accorda une nouvelle. Les guerres religieuses vinrent, brusquement, interrompre cette pros-

périté commerciale ; même, un moment, les foires cessèrent de se tenir. Mais elles furent rétablies en 1605 par Henri IV et confirmées en 1611 par Louis XIII (1).

(1) *Archives communales*, HH. 1.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,

ESMEIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

SUPPLÉMENT

Les armes de Bellac.

Les armes de Bellac ont été décrites de bien des manières. D'après un manuscrit, signalé par Traversier, elles seraient « d'azur, à une tour crénelée d'argent, ouverte, ajourée et maçonnée de sable, naissante d'une mer au naturel (1), accompagnée en chef de trois fleurs de lis d'or » (2).

De son côté, Girault de Saint-Fargeau, blasonne cet écu de la façon suivante : « d'azur, à la tour d'argent crénelée, bâtie au milieu des ondes d'argent et

(1) Roy Pierrefitte dit à ce sujet : « A Bellac, on croit généralement que, devant le grand portail, était autrefois un vaste étang. Ce fait expliquerait l'expression mer au naturel. Il est au contraire probable qu'elle a servi de prétexte à ce dire. Les armoiries durent être changées à l'époque où l'on couvrit la porte principale d'une charpente qu'elle a gardée jusqu'en 1824. Alors, pour rester dans le vrai, Bellac ne parla plus que de sa rivière d'azur, le Vincou ». Roy-Pierrefitte, *Histoire de la ville de Bellac*, p. 16. Nous ne reproduisons évidemment ce passage qu'à titre de curiosité.

(2) H. Traversier, *Armorial national de France*, 4^e série, p. 36.

en chef trois fleurs de lis d'or ». Nadaud critique cette description comme incomplète ; « les couleurs, dit-il, sont omises en partie » (1). Il nous est impossible de nous ranger à cet avis. Il est probable que Nadaud a cru voir une lacune dans la description du chef ; mais de ce que l'émail du chef n'est pas indiqué, il est tout simple et tout naturel de conclure qu'il est le même que celui du champ, c'est-à-dire d'azur.

Nous n'en voulons, d'ailleurs, pour preuve à peu près certaine, qu'il ne pourrait guère (2) être d'un émail différent, puisqu'il est contigu à un autre émail, celui du champ, et que, de toute façon, il ne saurait être un métal, puisqu'il est contigu à un autre métal, l'or des trois fleurs de lis (3).

Nadaud a, sans doute, été hanté par la descrip-

(1) Nadaud, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, t. I, p. 310.

(2) Nous faisons cette restriction, car il est admis, à titre exceptionnel, que le chef peut être de même émail ou de même métal que le champ. Il prend, dans ce cas, le nom de chef cousu.

(3) L'écu blasonné par Girault de Saint-Fargeau n'est donc pas incomplet ; ce que l'on peut lui reprocher, c'est de représenter une tour d'argent bâtie au milieu d'ondes du même métal. Mais des observations analogues seraient à faire à propos du blason de Traversier : contiguité d'un champ d'azur et d'une mer au naturel, et même de celui de d'Hozier : contiguité d'un château de sable et d'une rivière d'azur.

tion donnée par d'Hozier où le chef se détache du champ. Les armes de Bellac sont ainsi blasonnées par l'illustre généalogiste dans l'*Armorial général* : « La ville de Bellac porte d'argent à un château de sable couvert d'un toit en dos d'âne flanqué de deux tours et donjonné d'une autre tour, pavillonnées et girouettées de même, le tout sur une rivière d'azur, à un chef d'azur chargé de trois fleurs de lis d'or mal ordonnées » (1).

Ce chef d'azur à trois fleurs de lis d'or était appelé chef de France ; le roi accordait à ses bonnes villes le droit de le prendre. Cependant, Grandmaison réserve ce nom aux seuls chefs où les fleurs de lis sont posées deux et une (2), ce qui n'est pas le cas pour celui de Bellac, où elles sont dites mal ordonnées et où d'Hozier les a dessinées posées une et deux (3).

Lequel de ces divers écus fut, à l'origine, celui de Bellac ? C'est là une question qu'aucun document ne nous permet de résoudre. Constatons seulement que celui qu'a donné d'Hozier peut être considéré comme doublement officiel, puisqu'il fut enregistré, en vertu de l'édit royal de 1696, et puisque la ville paya cin-

(1) d'Hozier, *Armorial général, Généralité de Limoges*, p. 201 ; Grandmaison, *Dictionnaire héraldique*, p. 109, se borne à reproduire cette description en en modifiant les termes.

(2) Cf Grandmaison, *Dictionnaire héraldique*, p. 110.

(3) d'Hozier, *Armorial général, Généralité de Limoges, Blasons coloriés*.

quante livres à cause des fleurs de lis qui y figuraient. Ces fleurs de lis, et le château qu'elles couronnent, présentent, en outre, l'avantage de rappeler avec éloquence l'histoire d'une cité dont les seuls seigneurs furent le comte de la Marche et le roi de France.

APPENDICE I

De franchisia castri de Belac.

In no[m]i[n]e Patris et Filii et Spiritus sancti. Ego Hugo Bruni, Comes Marchiæ, praesentis scripti tenore notum volo fieri, tam praesentibus quam posteris, quod cum olim felicis (1) recordationis Audebertus Comes Marchiae et milites Castelli et Castellaniae de Belac, cum assensu gentis ejusdem villae constituissent et concordassent inter se et etiam juramento firmassent consuetudines et securitates castri et villae de Belac se fideliter observaturos, et metas etiam et terminos posuissent infra quos omnes homines milites, [se] dicentes (2) burgenses, rustici securitatem haberent, sicut bonorum virorum testimonio mihi constitit evidenter, ego diligenter, eorum inhaerens vestigiis, consilio militum dicti castri et castellaniae habito, proposui et juramento firmavi eodem modo consuetudines et securitates et metas et terminos eosdem infra quos nullus qui jus facere velit et possit capiatur. Metae videlicet et termini sunt isti : ab ulmo de Madern ad ulmun de Vaux et ad albamspinam (3) de Malacreychensa et ad ulmun de Sanguela et ad ulmum de veteri Belac et ad pratum Betu et ad ulmum de Baniza et ad quartum de Lacrozilha. Ad haec statui et praestito juramento firmavi, quod si miles serviens

(1) Ms. Foelicis.

(2) Peut-être le manuscrit contient-il une erreur et faudrait-il lire : milites servientes.

(3) Albampmum.

vel burgenses, qualibet de causa, villam exire vel ex toto recedere voluerint, libertatem habeant recedendi cum omnibus suis et d[omi]nus vel praepositus (1) tenetur eos conducere infra XIII dies ad securum locum, si ab eis fuerit requisitus. Consuetudines et libertates castri et castellaniae de Belac antiquas et ratas (2) communi assertione tam militum quam aliorum approbante, ad cautelam et ad memoriam conscribi feci, super quibus tam milites quam alii cum diligentia requisiti unanimiter asseverant quod milites Bellacenses (3) habent de Comite Marchiae, tanquam de domino et principe, hoc quod habent in castro de Belac et ipsum castrum non debent ei vetare (4), pacifico nec irato.

Item consuetudo ejusdem castri est quod si quis injuriam fecerit Comiti Marchiae infra Comitatum, contra quem opus sit Comiti auxilio gentis de Belac, Comes debet illud significare militibus villae, et quando praeco (5) clamaverit ex parte Comitis et praepositi et militum de Belac, gens villae, juxta modum clamati edicti, debent sequi Comitem infra suum comitatum, prout consueverunt.

Item quando comes venerit Balaycum burgenses ad res venales debent pignora sua accipere et recedere per XIII dies, si Comes voluerit fidejussore tamen mediante et Comes debet eos servare indemnes (6).

Item si quis bannum Comitis, cum assensu militum ejusdem castri factum, infregerit scienter, debet reddere de gagio solidos sexaginta.

Item infra Bellaicum nemo debet contra aliquem extra-

(1) « Praepositus, judex pedaneus, minor judex in pagis..., vulgo prevost ». Du Cange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*.

(2) « Est rata idem quod stipulatio, contractus ». Du Cange, *loc. cit.*

(3) Ms. Bellarn.

(4) Ms. Vetaire.

(5) Ms. Preco.

(6) Ms. Indempnes.

here cultrum neq[ue] arma emoluta mala intentione, et qui extraxerit quadraginta solidos debet reddere Comiti, si ad eum clamor devenierit conquerentis.

Item si quis ceperit latronem vel homicidam in castro de Belac, debet eum reddere praeposito.

Item homines ibidem advenae (1) qui domum nondum fecerint in villa eadem sub custodia et d[omi]nio Comitis sunt.

Item Comes habet Belaici vendas (2) et pedagium, et qui retinuerit de gagio (3) debet III solidos, sed miles non debet pedagium neque vendas.

Item venientes (4) ad mercatum sub custodia Comitis (5) sunt eundo et redeundo et si quis eis malefecerit, Comiti injuriatur.

(1) « Advenæ, alienigenæ, extranei, qui vulgo Albani, nostris Aubains, qui dimisso proprio domicilio, alio migrant, et alibi sedes figunt; qui aliunde veniunt... consuetud. municipales Belaici in Pictonibus in Regesto Inculism.: *Item homines ibidem advenæ qui dominum nondum fecerint in villa eadem, sub custodia et dominio Comitis sunt* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. I, p. 96. On remarquera que dans cette citation qu'il fait de la charte de Bellac, du Cange a remplacé par le mot *dominum* le mot *domum* qui figure dans notre texte.

(2) Le terme *venda* apparaît dans notre charte avec deux acceptions différentes. Par un hasard des plus heureux, du Cange a pris soin de nous indiquer chaque fois quel sens il convenait de lui attribuer. Voici celui qu'il lui donne ici: « *Venda, venta, vendita, venditura, etc...*, quod præstatur pro quibusvis mercibus, quæ in foris ac nundinis vendentur... Consuetudo municipalis Bellaici in Pictonibus in Regesto Inculism.: *Comes habet Bellaici vendas et pedagium, et qui retinuerit, de gagio debet 4 solidos, sed miles non debet pedagium neque vendas* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. VI, p. 759.

(3) Ms. De pedagio.

(4) Ms. Viventes.

(5) Ms. Militis.

Item Comes habet pro falsis mensuris de gagio solidos XL.

Item Comes habet pro causis sanguinis (1), si ad eum clamor devenerit, jus suum secundum quod poena legitime fuerit arbitrata.

Item si purgatio (2) in aqua ferventi alicui fuerit adjudicata convictus debet de gagio VII solidos et VI denarios et obolum, et duello (3) convictus fuerit de gagio debet solidos sexaginta.

Item Belaici nemo debet infra domum suam aggredi vel impugnari, quandiu ipse jus facere velit et possit, et si quis contra facere praesumpserit, de gagio debet solidos sexaginta.

Item consuetudo est Belaici quod neque Comes neque miles neque alius debet capere pignora alicujus Belac, nisi prius convenerit dominum ejusdem per quem sibi debet jus exhiberi nisi solummodo pro debito cognito, vel dominus ejus potest ipsum pignorare pro justitia sua (4) vel aliis exhibendo, et si quis contra hoc statutum fecerit, debet tres solidos de gagio hominis (5) depraedati.

Item si quis in vineis vel hortis virgultis (6) vel pratis malefactum fecerit de die, statutum est ut reddat tres solidos de gagio, quos si reddere noluerit aure detruncetur ; sed si forte tantum fuerit malefactum quod paena majori puniri debeat, secundum arbitrium bonorum virorum puniatur ; si vero de nocte aliquis inpraenotatis (7) malefecerit, debet sexaginta solidos de gagio vel pugno detrunc-

(1) Ms. Sanguinum.

(2) « Purgatio, innocentiae probatio, espurgement », Du Cange, *loc. cit.*, t. V, p. 522.

(3) Ms. Deiello.

(4) Ms. Suprr.

(5) Ms. Hois.

(6) Ms. Vigultis.

(7) Ms. Impraenotatis.

tur : hujusmodi gagia debent dividi communiter inter dominum fundi et injuriam passum.

Item si quis servaverit aliquod brutum in prato alieno debet reddere tres solidos de gagio et de quolibet bruto quod ibi pascitur, si non fuerit servatum quatuor denarii debent reddi.

Item consuetudo est inter Comitem et milites Belaicen[ses] quod milites possint conducere quemlibet malefactorem dummodo ipse non malefaciat eundo vel redeundo et si in aliquo malefecerit conductor tenetur emendare ; si vero Comes prohibuerit ne conducat deinceps illum conducere non poterit nec debebit.

Item si aliquis miles Belaicen[sis] exire de villa causa guerrae praesumpserit, omnes res suae quas habet infra castrum debent esse securae nisi ab occasu solis usque ad solis ortum malefecerit infra castrum.

Item statutum est quod si milites ierent in guerram cum domino Comite ex quo moverint de hospitibus suis quaecumque de guerra lucrati fuerint debent habere exceptis corporibus militum captivorum, si ad proprias expensas ierint.

Item consuetudo est quod si quis burgensis habeat domum de milite vel de alio et mansionem suam fecerit in eadem domo, dicitur et est revera homo illius de quo ipse habet domum in qua manet et pro eodem domino et coram ipso debet justitiam facere et accipere quandiu ibi nullum gravamen (1) inferretur reo vel actori ; de gravamine (2) ad maiorem curiam potest reclamari.

Item Comes non debet accipere redditum (3) vel commendam (4) super aliquem hominum Belaicens[ium].

(1) « Gravamen, damnum vel injuria ; Gall., grief ». Du Cange, *loc. cit.*, t. III, p. 561.

(2) Ms. Ragravamine.

(3) « Redditus, proventus, revenu ». Du Cange, *loc. cit.*, t. V, p. 643.

(4) « Commenda, comanda, praestatio quam libertus [ac forte

Item si quis voluerit (1) relinquere suum dominum et habere alium, mansionem suam ponendo in terram illius cujus voluerit (2) esse homo, domum suam et quaecumque habet de priori domino cum redditu quem inde debet poterit perpetuo tenere, sed si domum ipsam ut pleturam (3) habuit ad talliam vel servitium, tenetur reddere inde domino suum expletum (4) nisi forte rem ipsam vacuam vel desertam noluerit possidere ; sed si res ipsa vacua vel deserta maneat cum solo redditu poterit possidere.

Item consuetudo est quod si quis terram vel domos vel res alias habet ad certum censum vel ad certum servitium et per quatuor annos continuos censum vel certam pensionem domino requisitus reddere noluerit, res illa cujuscumque generis sit libere revertetur ad dominum ipso jure nisi forte ille qui cessaverit in solutione pensionis sit puer vel minor vel propter guerram vel nisi fuerit extra patriam.

Consuetudo tandem est quod si miles (5) serviens vel burgen[sis] Belaico profugus exierit et in eadem villa homines habuerit, illi non tenentur dominum sequi et securi cum rebus suis permanserint dummodo velint praestare sacramentum de fidelitate villae observanda.

Item statutum est quod liceat cum leviori precio quo possint terras et vineas et res illas ad censum dare et accipere tali pacto quod ille qui ad censum terram dederit ad consuetudinem vinearum si habeat illam ab aliquo in feudum et reliquerit illud domino feudi vel non fecerit inde

alius quivis cliens] pro jure tutelæ patrono suo exsolvit....., consuetudo localis Castellinovi in Biturigib. tit. 22. *Sont tenus lui paier par chascun an 4 den. T. en reconnoissance, qui s'appelle la commande* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. II, p. 471.

(1) Ms. Noluerit.

(2) Ms. Noluerit.

(3) « Pletura, repletio ». Du Cange, *loc. cit.*, t. V, p. 308.

(4) « Expletum, reditus proventus terræ, prædii ». Du Cange, *loc. cit.*, t. III, p. 363.

(5) Ms. Milis.

quod facere debet, dominus ille vel alius non potest habere recursum ad rem ad censam, nisi solummodo ad censum qualemcumque ad censator sibi retinuerit.

Item si aliquis qui terras, vineas vel res aliquas quas habet more vinearum extra praedictas metas vendere voluerit (1), dominus fundi debet requiri et submoneri et si retinere dominus voluerit pro precio quod inde potest ab alio ex venditione percipere et duodecim [denarios ?] minus habebit quam alius; si vero dominus fundi retinere noluerit (2) rem ipsam quam habet vendi[tor ?], de singulis solidis pretii factae venditionis unum denarium habebit et mutagium (3) debitale (4) habebit de illo qui succedit in possessionem ; de domibus autem et rebus aliis quae sitae sunt infra metas easdem certum est et determinatum quod si habeant vendi quocumque modo possideantur, si quis fuerit de genere venditoris primo loco habet recursum ad res illas et poterit eas retinere dummodo reddantur domino fundi vendae (5) et mutagium.

Item si aliquis habet res aliquas ad certum censum vel aliquo alio modo dare vel relinquere alicui sine precio voluerit cum mutagio et redditu debitali solummodo pacifice habebit ille cui sine precio res ipsae datae fuerint vel relictae.

(1) Ms. Noluerit.

(2) Ms. Voluerit.

(3) « Muta, prætium quod datur pro mutatione praedii, cum alteri ceditur... Mutagium, eadem notione. Consuetudo municipalis Bellaici in Pictonibus, in Regesto Inculismensi : *Si dominus fundi retinere voluerit rem ipsam quam habet vendi, de singulis solidis pretii factae venditionis unum denarium habebit, et mutagium debitale habebit de illo qui succedit in possessionem.* Imfra : *Debet reddere de nummis illis vendas domino fundi, sed mutagium debet esse burgensium* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. IV. p. 590.

(4) « Debitalis, idem quod censualis. » Du Cange, *loc. cit.*, t. II, p. 749.

(5) Ms. vende.

Item consuetudo est quod si quis rem aliquam ad censum acceperit vel aliter adquisierit et alius qui forte se crediderit jus habere in re illa quam videt illum possidentem permanserit in villa eadem nisi infra annum et unum diem litem moverit possidenti : ulterius non audietur in ea nisi puer vel minor vel tam miserabilis persona sit quod litem movere non possit ; si vero extra villam in ipsa castellania manere infra decem annos jus suum exequi poterit : ulterius vero non audiat in ea ; si autem alibi extra villam et castellaniam permanserit jus suum exequi poterit infra triginta annos : ulterius vero ad hoc nullatenus audiat ; super redditibus et expletis qui debentur domino fundi, nullus se tueri per praescriptionem maliciose (1) praesumat.

Item consuetudo est libera quod quando (2) burgen[ses] exponunt res suas venales si miles qui voluerit emere non habeat forte nummos unde emeat et velit tradere pignora quae plus valeant quam res emenda burgen[sis] debet ea pacifice accipere, nisi forte burgen[sis] dampnum passus fuerit in pignore ipsius quod (3) acceperat antea ; pignora vero accepta debent servari per annum et unum diem et nisi tunc redempta fuerint, qui accepit vendat ea domino tamen prius submonito et si plus inde perceperit quam debetur ei debet illud quod supererit reddere domino cuius erat pignus : si vero quantum est ei debitum inde percipere non poterit, miles cuius erat pignus debet burgen[si] dampnum restituere nisi forte in culpa burgen[sis] pignus deperditum fuerit vel atritum.

Item statutum est quod homines de Belac et de castellaniam non (4) debent reddere pedagium Comiti in ipso castello vel castellaniam.

(1) Ms. Malicæ.

(2) Ms qn.

(3) Ms. qd.

(4) Ms. No.

Coeterum quaestio et controversia erat inter milites et burgen[ses], utrum burgen[ses] res quas habent ad censum vel ad certam pensionem possint dare res illas alii ad majorem pensionem et fuit concordatum quod si res ipsa sita est infra metas praenotatas possunt dare alii ad majorem censum sine assensu domino fundi, sed si nummos burgensis (non ?) acceperit, debet reddere de nummis illis vendas (1) domino fundi sed mutagium debet esse ejusdem burgen[sis] qui dat rem ipsam alii ad censum majorem.

Nos vero consuetudines et libertates quas approbavi in scriptis redactas ad humiles gentis Belaicen[sis] petitiones dignum duxi sigilli mei munimine roborare.

Sunt praeterea et aliae in eadem villa consuetudines quas non minus teneor sine lesione (2) vel immutatione aliqua conservare nec non et milites et gentem Belaicensem et res eorum et jura et consuetudines temporibus meis et praedecessorum meorum tam in possidendo quam in transfereundo inter se habitas eodem modo teneor diligenter defendere et libere observare firmiter et tueri.

Burgen[ses] itaque pro gratia et diligentia militum obtinenda et ad invicem fideliter conservanda, concordarunt cum ipsis militibus quod rustici eorum qui in castrum venerint reliquentes terras eorum et dominium in primo eorum adventu non recipiant eos in terris suis sitis (3) infra metas tanquam homines suos nisi prius exstiterit rusticus qui in castrum advenerit homo alicujus alterius quam militis Belaicen[cis] ; et nos ad preces militum illud concessimus eis diligenter.

(1) Ms. Illius vendæ. Ici le mot vendæ a un nouveau sens : « Venda, venditio, quod præstatur domino feudali pro distractionis seu venditionis prædii facultate. Consuetudines Bellaici in Pictonibus ex Regesto Inculismensi : *Debet reddere de nummis illis vendas domino feudi ; sed mutagium debet esse burgensium* ». Du Cange, *loc. cit.*, t. VI, p. 759.

(2) Ms. Læsione.

(3) Ms. Sicis.

Si quis autem constitutiones praenotatae ausu temerario infirmare praesumpserit odium meum sentiet et poenam debitam et in die districti iudicii damnatus a domino cum inimicis justitiae recipiat portionem.

Et ut tenor praesentis scripti in perpetuum obtineat roboris firmitatem hanc paginam feci sigilli mei munimine assignari. Datum publice apud Belacum primo quum (1) data fuit apud Dauratum et ejusdem etiam tenoris tandem Belaici publice recitata (2).

(1) Ms. Prima quæ.

(2) Cette charte est insérée dans le *Cartulaire des comtes de la Marche*, qui est conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, latin 17.089. La première page du registre qui renferme ce cartulaire porte la mention suivante : Ms. de la bibliothèque de M. le P. Bouhier, A. 49. — MDCCXXI.

APPENDICE II

Texte des lettres patentes de Charles IX (1) portant création de quatre consuls à Bellac. (1571).

« Charles, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous présantz et advenir salut. Sçavoir faisons nous avoir receu humble supplication de noz chers et bien amez les manans et habittans de la ville de Bellac en la sénéchaussée de la Basse-Marche, contenant que la ditte ville est scituée en bon pais, fertile et abondant en plusieurs fruictz et marchandise pour l'entretènement des habittans y résidentz, estans de bien grande importance et de belle et ancienne marque, close et environnée de beaux et grandz fossés, murailles et tours et forteresses ; et la principale ville du pais, munie de beaucoup de peuple et d'une bonne et belle République, où se faict et exerce ordinairement grand trafic et commerce de marchandise pour raison de plusieurs marchés et foires qui y ont esté par noz prédécesseurs roys et nous establis pour la décoration d'icelle, avec grand passage de marchantz estrangers et aultres personnes qui

(1) *Archives communales*, AA. 1. Ce texte a déjà été reproduit par M. Alfred Leroux, dans *l'Inventaire sommaire des archives départementales*, série E., supplément, p. 209.

y ont affaire en plusieurs endroitz de nostre royaume. Au moyen de quoy la police d'icelle ville et aultres affaires publiques sont en sy grand nombre et de telle importance qu'ilz mérittent bien d'estre administrés par personnes dignes et capables qui en ayent le soins et charge, et à ce soient esleus et commis pour y estre soigneux, avoir cure et prendre garde, ainsy qu'il est acoustumé faire ez bonnes villes de nostre royaume. Toutefois, pour ce qu'en la dicte ville n'y a aucuns consulz, lesquels en corps de ville puissent disposer des affaires publiques, ains confusément sont gouvernés et administrés par noz officiers et de nostre très cher et bien amé frère le duc d'Anjou, les dictes affaires ne peuvent estre conduictz ny gouvernez avec telle dextérité et dilligence qu'ils mérittent, parce qu'estant les dictes officiers occupés à l'exercice et administration de leur justice, ilz ne peuvent vâquer aux dictz affaires publiques, qui a esté cause que durant les derniers troubles les manans et habittans d'icelle ville la tenant en nostre obéissance ont esté en grand peine, à faulte d'y avoir personnes esleuz et commis aux dictes charges de consul pour gouverner et administrer les grandz et urgents affaires qui y ont esté, de sorte qu'estant dellaissez par ung chascun il n'y avoit en la dicte ville presque aucune conduite et manement de leurs affaires. Nous supliant et requérant très humblement les dictes habittans pour les considérations susdictes et pour le bien de la chose publique, conduite et manement de leurs affaires, vouloir créer et leur permettre eslire chascune année quatre consulz pour administrer leurs dictes affaires publiques, ensemble créer et ériger en la dicte ville une foire pour y estre tenue de quinzaine en quinzaine au jour de sapmedy (*sic*) depuis le premier jour du mois de novembre jusques au jour de mardy gras, et sur ce leur octroyer nos lettres nécessaires. Nous, à ces causes inclinant libéralement à la suplication et requeste des dictes manans et habittans, désirant la dicte ville estre mainctenue, entretenue et gardée en bonne pollice, le traf-

fict et commerce de marchandise y estre fait et exercé, les habittans d'icelle maintenus en leur debvoir, et affin de donner occasion à ung chascun de sy bien faire qu'il puisse parvenir au degré de consul ; en considération mesmement du bon debvoir qu'ilz ont cy-devant fait d'avoir tousjours tenu la dicte ville en nostre obéissance, et pour aultres bonnes et justes causes et considérations à ce nous mouvans, à iceux suppliantz, avons permis, accordé, octroyé et de noz certaine sentence, grace spéciale, plaine puissance et authoritté royalle, permettons, accordons et octroyons par ces presantes qu'ilz puissent et leur soit loisible doresnavant et à tousjours créer et eslire au temps qu'ils verront plus commode et à propos quatre d'entre eux des plus suffisantz et capables pour estre consuls ou eschevins de la dicte ville ; dont les deux changeront chascune année, qui seront tenus prendre le serment en tel cas requis des officiers ordinaires du dict lieu de nostre très cher et très amé frère le duc d'Anjou. Lesquelz pour enseigne et marque de leur dignité pourront porter robes et chaperons de couleur rouge et jaulne. Et tous ensemble ou trois d'iceux, en l'absence des aultres (1) représentant tous les habittans d'icelle et faisant le corps de la dicte ville, auront pouvoir, juridiction et autorité de cognoistre de la police d'icelle suivant noz ordonnances, traicter, décider, gouverner et administrer les affaires publicz. Et à la fin de leur année et charge nommeront aultres deux personnaiges pour estre consuls ou eschevins de la dicte ville, qui seront tenus prendre et accepter pareille charge en l'année subséquente ; auquel (*sic*) sera rendu compte par le premier consul de l'administration des deniers qu'ilz auront maniés en l'année de leurs charges. Et sy seront tenus et chargés des restes qui se trouveront par la closture des dicts comptes estre deubz en la forme et manière qu'il est accoustumé faire ez aultres bonnes villes de nostre royaul-

(1) Il faut lire : *de l'autre*.

me et aultres prochaines de la dicte ville de Belac. Voulons et nous plaist que les robes et chaperons que les dictz consulz ou eschevins porteront, n'excèdent la somme de cinquante livres tournois. Et pour avoir plus grand moyen de débitter les dictes marchandises et continuer leur trafic, avons créé et érigé, créons et érigeons en la dicte ville de Belac une foire pour estre, doresnavant perpétuellement et à toujours tenue chascun jour de sapmedy (*sic*) depuis le premier jour de novembre jusques au jour du mardy gras, et jouir d'icelle par les supliantz comme ont acoustumé faire les habittans des villes lesquelles a semblables foires. Et pour icelles tenir, puissent et leur soit loisible faire construire et édifier bancz et estalz et aultres choses à ce convenables, pourveu que à quatre lieux aux environs d'icelle ville il n'y aye de foires et marchés aus dictz jours de sapmedy. Sy donnons en mandement par ces presentes au seneschal de la Basse-Marche ou son lieutenant et à tous noz aultres justiciers et officiers qu'il apartiendra que noz présentes permission, octroy et érection de foire ilz facent dire et publier, registrer, et les dictz supliantz jouir et user plainement, paisiblement et perpétuellement du contenu cy-dessus, cessant et faisant cesser tous troubles et empeschementz à ce contraire [s]. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelzconques édictz, ordonnances, restrictions (*sic*), mandementz, deffences et lettres à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes, sauf ez aultres choses nostre droict et l'aultruy en toutes. Donné à Paris au mois de mars l'an de grâce mil cinq centz soixante-onze et de nostre regne le onziesme. Signé : Par le roy et son conseil : Morin, et scellé du grand seau en laz de sove verte et rouge. (D'une écriture postérieure) : Collation a esté faicte de la presente coppie à son original représenté par M^e Jacques Boullet, advocat au siège royal de Belac, par vertu de compulsovre en datte du 19 mars dernier, obtenu par M^{es} Jean Charon et Jean Gallicher.

conseillers du roy en la sénéchaussée de la Basse-Marche, à l'encontre de M^e François Raymond, lieutenant général au dict siège, à ce faire duement appelé, ainsin qu'il est contenu en mon procès-verbal en datte dujourd'huy 4 avril 1625. Ce faict, le dit original rendu par moy sergent royal général soubsigné : DELACHALPET, Sgent-r-signal. »

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites.

Archives Communales.

Archives de la Sénéchaussée de Bellac.

Cartulare Comitum Marchiae et Engolismae.

Mémoires de Pierre Robert, lieutenant-Général du Dorat
(Collection Dom Fonteneau. — Bibliothèque municipale de
Poitiers).

Sources imprimées.

AUBUGEOIS DE LA VILLE DU BOST (Henri). — Histoire du
Dorat.

CANGE (DU). — Glossarium mediae et infimae latinitatis.

COURONNEL (Comte DE). — Notice sur Magnac-Laval.

ESMEIN. — Cours élémentaire d'Histoire du Droit Fran-
çais.

GRANET. — Histoire de Bellac.

GUIBERT (Louis). — Nouveau recueil de registres domesti-
ques limousins et marchois.

ISAMBERT, JOURDAN et DECRUZY. — Recueil des anciennes
lois françaises.

LEROUX (Alfred). — Inventaire sommaire des Archives
départementales, Haute-Vienne, Archives Civiles.

— Inventaire sommaire des Archives départementales,
Haute-Vienne, Archives hospitalières.

LEYMARIE (A.). — Le Limousin historique.

— Histoire du Limousin, La Bourgeoisie.

MALLEBAY DE LA MOTHE. — Plan pour servir à l'Histoire du Comté de la Marche.

— Tableau et Arrondissement de la Sénéchaussée de Bellac.

ROY-PIERREFITTE. — Histoire de la ville de Bellac.

THIERRY (Augustin). — Histoire de la formation et des progrès du Tiers-Etat.

THOMAS (Antoine). — Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII.

— Le Comté de la Marche et le Parlement de Poitiers.

TOCQUEVILLE (A. DE). — L'Ancien Régime et la Révolution.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
INTRODUCTION.	4
PREMIÈRE PARTIE. — La charte, les privilèges	7
DEUXIÈME PARTIE. — L'organisation municipale	31
A. — Avant les consuls ; Bellac, ville de prévôté	31
B. — Le consulat	42
C. — Le maire perpétuel.	65
D. — Rétablissement du consulat.	70
E. — Les maires de 1765 à 1789	73
F. — Les Assemblées	83
TROISIÈME PARTIE. — Les finances municipales	88
QUATRIÈME PARTIE. — L'instruction publique	100
CINQUIÈME PARTIE. — Assistance et hygiène	112
SIXIÈME PARTIE. — Police et défense de la ville.	124
SEPTIÈME PARTIE. — Commerce et industrie	131
SUPPLÉMENT. — Les armes de Bellac	135
APPENDICE I. — Texte de la charte de franchises	139
APPENDICE II. — Texte des lettres patentes de Charles IX portant création de quatre consuls à Bellac	149

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER

